L'unité

N° 142 - 4F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 24 au 30 Janvier 1975

Lip : un an après

LA TRIBUNE DU CONGRES

FORMATION PERMANENTE

Les requins du savoir



DES OFFICIERS PARLENT

LES MOTS ET LES CHIFFRES

Une causerie au coin du feu, même répétée une fois par mois, ne peut effacer la réalité exprimée par des chiffres simples. Surtout quand ces chiffres, fournis par les sources les plus officielles, traduisent eux-mêmes la distance entre les promesses d'il y a huit mois et la situation présente.

▶Premier chiffre : celui de la hausse des prix. Avec l'indice de décembre, il se confirme que, pour l'année 1974, cette hausse aura atteint le record de 15 %. C'est le chiffre qu'en mai dernier le candidat de la gauche, François Mitterrand, avait annoncé comme inéluctable si des mesures adaptées — et il proposait un plan précis — n'étaient pas prises immédiatement. Le candidat Giscard d'Estaing, qui n'en était pourtant pas à une erreur près dans le domaine de la prévision, avait vigoureusement démenti. Une fois de plus, les faits lui ont donné tort. Comment peut-on davantage prendre au sérieux ses propos optimistes d'aujourd'hui, ceux du Premier ministre et ceux du ministre des Finances, alors que le gouvernement refuse toujours de s'attaquer aux véritables causes de l'inflation et donne lui-même l'exemple de nouvelles hausses de prix qui vont peser lourdement, au nom de la fraternité sans doute, sur le budget des catégories sociales les plus modestes ?

▶Second chiffre : celui du chômage. Il a beau être controversé — 720 000 pour les statistiques officielles, plus d'un million pour la C.g.t., il

(Suite page 2)

Sommaire

3 **LA TRIBUNE DU CONGRES**
Beaurepaire (Vienne) : une section parmi 5 000 autres, par Jean-Loup Revérier

5 **CHANGER LA VIE POLITIQUE EN FRANCE**

6 **LIP, UN AN APRES**
Face aux travailleurs de Lip, un P.d.g. de 41 ans, Claude Neuschwander, qui raconte pour « l'Unité » le redémarrage de l'entreprise, les nouveaux rapports qu'il voudrait instaurer entre lui et les ouvriers... ainsi que leurs limites en régime capitaliste.

9 **POLICE : LE MINISTRE ET LES C.R.S., PAR NICOLAS BRIMO**

10 **ETATS-UNIS-U.R.S.S. : INCIDENTS DE PARCOURS, PAR CLAUDE FUZIER**
Le cours lent et sinueux de la détente ne sera sans doute pas remis en question, ni par l'U.r.s.s. ni par les Etats-Unis, mais les « incidents de parcours » restent toujours possibles.

11 **PORTUGAL : ET MAINTENANT, LES ELECTIONS... PAR CARLOS DURAO**

12 **CHANGER LA VIE POLITIQUE INTERNATIONALE**

13 **FORMATION PERMANENTE : LES REQUINS DU SAVOIR, PAR PAUL LEDUC**
Que reste-t-il aujourd'hui de la Formation permanente « ouvre-boîte de la société bloquée » et de la mission qui devait être celle de l'Etat ?

15 **F.P.A. : « POUR BUCHER, ON BUCHE... », PAR CHRISTINE COTTIN**

16 **LITTERATURE : L'ARCHIPEL SOLJENITSYNE, PAR GEORGES FRAMERIES**

18 **DOCUMENT : DES OFFICIERS PARLENT**
Désormais la contestation s'est étendue hors des rangs des appelés et se développe rapidement parmi les officiers. L'armée a cessé d'être un monolithe arrimé à droite et, d'une certaine façon, commence à ressembler à la nation elle-même.

20 **OU VA LE SERVICE MILITAIRE, PAR DANIEL MITRANI**

23 **CHANGER LA VIE CULTURELLE**

24 **OPINION : LES « REFORMES » DE GISCARD, PAR JEAN MONTHEN.**

PHOTOS ET DESSINS
Barrigue (pages 9, 10, 17, 23) Coureuil (pages 1, 3, 13, 14) Hupper (page 15) Pascal Lebrun (pages 7, 21) Magnum (page 18) Solo (page 12) Viva (page 21).

→

reste que le nombre des demandes d'emplois non satisfaites a continué d'augmenter en décembre. Pour dissimuler la gravité de cette situation, le ministre du Travail vient d'inventer une très jolie formule en parlant de « pause dans la détérioration de la situation de l'emploi. » Pause tout à fait illusoire lorsque l'on constate à la fois que toutes les branches industrielles et toutes les catégories socio-professionnelles sont désormais touchées et que le chômage partiel a connu ces dernières semaines un accroissement considérable, les jeunes étant de plus en plus concernés.

Comment peut-on prendre au sérieux les propos présidentiels sur la fraternité quand des centaines de milliers de familles françaises connaissent désormais de sérieuses inquiétudes pour le lendemain ?

▶Troisième chiffre : celui des faillites ou plus exactement de ce que l'on appelle — là encore la formule est pittoresque — les « défaillances d'entreprises ». Au total, près de 12 000 en 1974, soit une augmentation de 27 % par rapport à l'année précédente. Et ces « défaillances » ne concernent évidemment ni les banques ni les sociétés pétrolières à qui le gouvernement accorde de fabuleux cadeaux, mais des milliers de petites et moyennes entreprises envers lesquelles Giscard d'Estaing n'avait pas été avare de promesses mais qui sont les victimes d'une politique au service des grands intérêts capitalistes.

Telle est la réalité. Et elle ne peut pas être différente avec le Pouvoir que représente le président de la République. Les réformes qu'il annonce, même si elles ne sont pas négligeables, ne peuvent modifier la situation car elles ne s'attaquent pas à l'essentiel. A la crise actuelle, faut-il le rappeler une fois de plus, les seules réponses valables sont celles qu'apporte le programme commun de la gauche, car lui seul met en cause la domination du grand capital.

Il ne s'agit pas d'une référence abstraite mais d'une politique précise dont le Parti socialiste s'efforce de faire comprendre à un nombre toujours plus grand de Françaises et de Français qu'elle est la seule juste. L'audience croissante qu'il rencontre et que traduisent aussi bien les sondages que les élections partielles à tous les niveaux montre que l'action qu'il mène, avec les moyens qui lui sont propres, est de plus en plus approuvée et appréciée.

Fort de cette constatation, le Congrès de Pau fournira une nouvelle preuve de la volonté sereine des socialistes d'être au premier rang du combat des travailleurs contre ceux qui abusent des mots après en avoir détourné le sens.

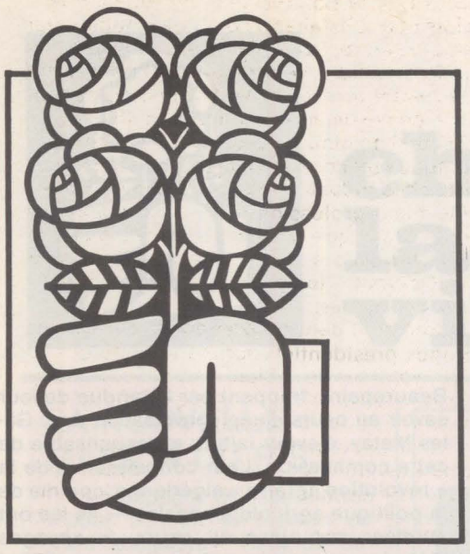
CLAUDE ESTIER

DICTIONNAIRE D'UN RACKET

vient d'être rassemblée sous la forme d'un numéro spécial que François Mitterrand et Claude Estier ont présenté mercredi soir à la tribune libre de F.r. 3.

Il s'agit d'un document exceptionnel qui a été adressé à tous nos abonnés et doit être largement diffusé.

Tous ceux qui désirent l'obtenir peuvent en faire la demande (accompagnée de 3 francs en timbres) à « l'Unité », 41, boulevard de Magenta Paris 10e ou 5, rue Viollet-le-Duc, Paris 9e.



LA TRIBUNE DU CONGRES

Dernière étape de la préparation du congrès national qui s'ouvre vendredi prochain à la salle des Expositions de Pau, la plupart des congrès fédéraux se réunissent ce week-end dans les départements. Quelques-uns ont déjà eu lieu la semaine dernière, comme dans la Manche ou dans les Landes où la motion n° 1 l'a emporté à une forte majorité.

Dès lundi ou mardi, il sera donc possible d'avoir une idée assez précise de la répartition des mandats entre les quatre textes en présence. Il ne fait cependant guère de doute que la motion dont François Mitterrand est le premier signataire sera largement majoritaire.

Au sujet de cette motion, le rapport présenté lundi dernier par Jean Colpin au Comité central du Parti communiste affirme qu'elle « se ressent du débat engagé par le P.c.f. » Et Colpin ajoute : « Même si elle n'apporte pas sur l'essentiel les éclaircissements que nous attendons, la motion n'en traduit pas moins la sensibilité du P.s. à nos critiques. »

Cette constatation ne manque pas de piquant. La motion ne reprend, en effet, aucune des thèses que le Parti communiste a prêtées au Parti socialiste depuis quelques semaines à partir de citations tronquées de tel ou tel responsable socialiste ou d'écrits n'engageant pas le P.s. Mais la motion n° 1 confirme très exactement, et la plupart du temps mot pour mot, ce que n'ont cessé de répéter François Mitterrand, les secrétaires nationaux et le Comité directeur sur l'union de la gauche, sur le programme commun, sur les conditions d'accession de la gauche au pouvoir, sur l'analyse de la crise du capitalisme, et d'une manière générale, sur la fidélité du Parti socialiste aux engagements pris. Quel qu'en soit le résultat chiffré, le Congrès de Pau confirmera solennellement ces orientations. Non pas par sensibilité aux critiques du P.c.f., mais parce qu'elles correspondent profondément à la sensibilité de la très grande majorité des militants socialistes, même s'ils ne donnent pas tous leur suffrage à la même motion. Si le Parti communiste veut en prendre acte et cesser sa polémique, ce que ne laissent cependant prévoir ni les déclarations de Roland Leroy mardi à France-Inter, ni celles de Gaston Plissonnier le même jour au Comité central, une rencontre utile pourra avoir lieu, comme le dit expressément la motion majoritaire. En ce sens, le congrès de Pau doit être l'occasion de redonner un nouvel élan à la gauche dans sa lutte contre le Pouvoir en place. C'est, en tout cas, le vœu unanime des militants socialistes.

C.E.

Beaurepaire (Vienne), une section parmi 5 000 autres

De notre envoyé spécial

"Tu vois, ces grands bâtiments, c'est Boxal. Avec plus de 800 salariés, c'est la plus grosse boîte du pays. Elle dépend d'un groupe suisse spécialisé dans l'industrie de l'aluminium. Comme technicien, j'y touche 2 400 F net après douze ans de maison ». Claude Hocq s'exprime posément, avec cet accent de l'Isère qui frappe tout nouvel arrivant à Beaurepaire. Brun, la trentaine, souriant et décontracté, il est assez représentatif de la nouvelle image du Parti socialiste, dont il n'est militant que depuis quelques mois. Avant d'adhérer, il se contentait de ses fonctions de délégué au comité d'entreprise de chez Boxal, « sans être encore syndiqué puisque seule la C.g.c. existe au 2e collège de chez Boxal. »

En une demi-heure, nous faisons un rapide tour de Beaurepaire, chef-lieu de canton d'un peu moins de 5 000 habitants, situé à une trentaine de kilomètres au sud-est de Vienne. Derrière le C.e.s. presque neuf, les installations sportives, puis à l'autre bout du bourg, la mini-zone industrielle avec les bâtiments un peu sinistres de Boxal et ceux de Pichon (métallurgie) qui ne ressemblent pas davantage aux usines « design » des revues pour industriels. Si l'on y ajoute les établissements Sarrazin (cabines de tracteurs), un centre de la Régie des tabacs, quelques petites entreprises de moins de 10 salariés, deux supermarchés et des boutiques autour d'une « place-parking » bordées de rues aux noms d'armistices — rue du 8 Mai 45, rue du 11 Novembre 18 — cela donne déjà une petite idée de la réalité économique de Beaurepaire. Ajoutons enfin, pour compléter ce hâtif portrait, l'aspect typique de nombreuses maisons construites avec de gros galets de rivière, souvent harmonieusement disposés en épis. Indéniablement, le vieux centre de ce chef-lieu de canton ne manque pas de charme.

Un parti en mouvement

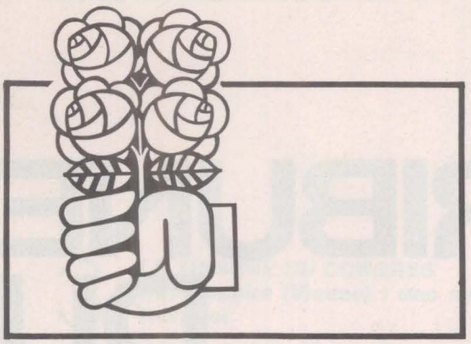
Alentour, les activités agricoles représentent l'autre aspect économique du canton. On y cultive des céréales — surtout blé et maïs — des fruits, du tournesol et aussi du tabac : les 2 300 tonnes recueillies et stockées par le centre local de la Régie des tabacs, sur une production nationale de 48 000 tonnes, montrent bien l'importance de cette culture particulière dans une région où l'élevage tient peu de place.

Voilà le « terrain » sur lequel opère la section socialiste du canton de Beaurepaire. On pourrait presque dire la nouvelle section socialiste de Beaurepaire, tant il est vrai que tout y a changé, pour le P.s.

L'homme de ce renouveau, tout le monde en convient, c'est Christian Nucci. Professeur de lettres au C.e.s., Nucci c'est le dynamisme en personne. Tout dans ce grand gaillard brun, à l'œil noir et au gabarit de rugbyman, respire la vitalité. Allait-il se « limiter », outre ses fonctions d'enseignant, à ses activités syndicales au S.n.i. et à ses responsabilités à la fédération Cornec de parents d'élèves ? C'eût été mal le connaître. « J'avais en moi, dit-il, une volonté de combat qui ne trouvait pas à s'exprimer dans la lutte syndicale. Il me fallait agir au sein d'un parti de gauche en mouvement et en progrès, toutes choses que représentait à mes yeux le P.s. »

Dès les présidentielles, il soutient activement la candidature de François Mitterrand et contacte la vieille garde socialiste locale. C'est-à-dire peu de monde. « En 1971, les socialistes ont perdu la municipalité au profit de la droite », explique Jean Milloud. Cet agriculteur de 62 ans, conseiller général socialiste depuis onze ans, retrace rapidement l'histoire du déclin de la S.f.i.o. dans son canton. « Depuis 1934, le conseiller général d'ici est socialiste. La municipalité de Beau-

→



repaire elle-même est restée aux mains des socialistes de 1925 à 1971. Dire comment on l'a perdue ? En fait, notre camarade sortant, maire depuis 27 ans, n'était plus en bonne condition physique. Et puis, la section tombait en déshérence. Surtout, comme il n'y avait jamais eu de difficultés à remporter les municipales par le passé, il faut bien reconnaître qu'on croyait à l'élan mécanique... » Après un silence un peu las, Milloud ajoute, comme pour lui-même : « On ne peut pas tellement tirer un enseignement sérieux de cette perte de la mairie. Quoique... je m'y attendais. Cela m'a surtout embêté pour les copains. »

Plus profondément, il semble que, là comme ailleurs, l'inaction, l'absence de combativité politique ont petit à petit amené la section à n'avoir d'autres soucis qu'électoraux. Après la défaite aux municipales de 1971, c'est la fin. Ou presque. Milloud poursuit : « Mon optique était de maintenir envers et contre tout un noyau de section. Ce n'est pas qu'elle faisait beaucoup de boulot, mais elle avait le mérite d'exister. On se retrouvait environ à cinq, d'une moyenne d'âge dépassant 60 ans. En fait, on attendait la relève. »

Heureusement, elle est venue. En la personne de Nucci. A peine avait-il adhéré, que les « anciens » l'élirent secrétaire de section. Alors, Nucci va entreprendre un travail intense. Sa femme Danièle, prof. de lettres comme lui au C.e.s., ne le verra plus beaucoup, le soir, à la table familiale avec leurs deux gosses. Ce qui ne l'empêchera pas d'adhérer à son tour au mois de juin.

Bientôt 75 membres

Nucci va parcourir la quinzaine de communes du canton pour nouer les contacts avec des sympathisants restés à l'écart en raison de l'inaction passée. Des maires, une vingtaine d'agriculteurs, une dizaine d'ouvriers, un peu moins d'enseignants, sans oublier des commerçants et quelques autres, adhèrent entre l'élection présidentielle et la fin de 1974.

Nucci pense que sa section comptera 75 membres à la fin du mois. Il constate que la dynamique des présidentielles n'est pas encore retombée. Et s'il craint que la polémique intentée au P.s. par le Parti communiste ne finisse par faire sentir ses effets et par freiner cette expansion, il n'en reste pas moins fidèle à ce qui fut la base de son engagement : la volonté d'union sur la base du programme commun. Il est d'ailleurs frappant de voir à quel point cette attitude est partagée par tous les membres de la section. L'un ne cache d'ailleurs pas sa colère contre ceux qui, à l'intérieur du Parti, font écho à ce qu'il considère comme des critiques infondées. Plusieurs militants reprendront les propos que m'avait tenus Hocq dès mon arrivée : « Nous, ici, on a adhéré au P.s. et pas à un courant. On est socialiste, un point, c'est tout. Ce qui nous intéresse, c'est le concret. Pour militer, pour distribuer des tracts ou coller, on n'hésite pas à faire une centaine de kilomètres à travers le canton dans la nuit. Alors, on comprend mal l'existence et la signification de toutes ces motions pour le congrès de Pau. Ça nous paraît plutôt abstrait »...

Faire partager sa conviction

Jugement sévère, ou bien léger ? C'est difficile à dire. Une chose est certaine : ces militants, adhérents de fraîche date pour la plupart, se reconnaissent des insuffisances théoriques importantes et expriment volontiers leur désir d'être formés et informés par le parti. D'autant qu'ils entendent toucher un maximum de gens. Comme le dit Jean-Marc Chomet, jeune agriculteur, « il ne s'agit pas de se dire socialiste et de rester à la maison. Il faut au contraire faire partager sa conviction, être présent sur tous les terrains de combat ».

Or, la conviction de mener une lutte commune avec l'ensemble des exploités contre un adversaire commun, le capitalisme, ne suffit pas. Qui nierait la nécessité de développer la formation lorsqu'un militant — de fraîche date, il est vrai — pense que le programme commun prévoit sept nationalisations dont seraient exclues les industries chimiques ? Lorsqu'un autre, un agriculteur de 57 ans, exploitant à Montseveroux et adhérent depuis un an, explique : « A première vue, c'est contradictoire d'être agriculteur et socialiste, puisque ce qu'on fait dans son métier, c'est presque le contraire de ses idées. Il faut arriver à comprendre qu'on ne peut pas échapper aux emprunts ni à la gestion des capitaux. Même si c'est contraire au socialisme de faire des affaires. Il faut dépasser cette idée. Beaucoup n'y arrivent pas parce que, comme agriculteurs, ils sont avant tout concrets. Et, au niveau des idées, c'est pas toujours le concret qui apparaît. C'est là qu'il y a un blocage. C'est sans doute un problème d'information ».

Les difficultés des militants ouvriers sont du même ordre. Les mots, les idées font parfois défaut. Ce qui fait dire à ce métallo de chez Pichon : « Je suis resté sec devant des copains de travail qui me demandaient en détail comment procéderait la gauche une fois au pouvoir. Il faut dire aussi qu'à la tête du parti, « ils » ne se rendent pas assez compte qu'ils touchent une bonne part du monde ouvrier et ils ne font peut-être pas assez d'efforts pour se mettre à notre portée. »

Tous n'ont pas les mêmes besoins, c'est évident. Le père et le fils Marion, modestes agriculteurs à Marcollin et membres de la commission Agriculture de la section de Beaurepaire, frappent par l'étendue de leur savoir au cours d'une conversation avec Gilles Metay, éleveur laitier, et responsable de cette commission. Leur connaissance de la « révolution agraire » algérienne, comme de la politique agricole albanaise — ils les ont étudiées sur place au cours de voyages d'études organisés par le Centre national des jeunes agriculteurs — valent bien celles de certains experts. Lorsque je leur demande, ironiquement : « Si la gauche l'emporte, vous n'avez pas peur de vous retrouver au « kolkhoze » ?, ils éclatent de rire tous les trois. Parfaitement conscients des mécanismes de leur exploitation, ils savent conduire une analyse, « même s'il n'est pas toujours facile d'amener les agriculteurs à envisager les solutions à leurs problèmes, qui sont obligatoirement politiques. » Pour Jean-Paul, le fils Marion, quelque chose a changé : « Avant, l'agriculteur acceptait de vivre pauvre pour mourir riche. Nous, on ne veut plus. C'est fini ! Le jeune qui s'installe, comme moi, il mange de la vache enragée en se disant, dans quelques années, ça ira mieux... C'est pas vrai. Pour moi, c'est de pire en pire. Alors, quand tu demandes si j'ai peur que la gauche prenne mon exploitation, j'ai beau savoir que c'est une plaisanterie, je me demande si, à la limite, je ne le préfèrerais pas. Ça me dégagerait de mes dettes. Et, de toute façon, il faudra bien quelqu'un pour continuer à cultiver... Dans notre système, il y a les gros exploitants, qui font beaucoup d'argent. Et les petits, plus ils travaillent, plus ils s'enterrent. Jamais un petit agriculteur ne peut devenir gros par son seul travail ».

Avec des hommes comme ces trois-là, les activités de la commission Agriculture promettent de n'être pas monotones. Ouverte à tous, sympathisants ou non, cette commission dont la création a été décidée en décembre devrait favoriser l'impact de la section socialiste auprès des paysans. Mais Nucci et ses camarades n'entendent pas en rester là. Leur objectif pour 1975, c'est de se développer en milieu ouvrier, peut-être par la création d'une section d'entreprise. D'un autre côté, il leur apparaît souhaitable d'attirer plus de femmes — nombre de militants avouent que leurs femmes partagent leurs convictions et auraient fort bien pu adhérer — et de toucher davantage les jeunes. Si cela se réalisait, peut-être une commission Femmes verrait-elle le jour. Peut-être même une commission Jeunes.

On le voit, les projets ne manquent pas. La disponibilité et la confiance en la victoire de la gauche non plus comme le prouvent ces paroles de Danièle Nucci : « Je crois ferme en la victoire de la gauche. C'est dans l'ordre des choses. Ça aurait peut-être pu se produire plus tôt, mais les responsables avaient trop tendance à se contenter d'attendre que les gens votent pour eux. Ça ne pouvait pas aller. Maintenant, tout a changé. On milite. »

JEAN-LOUP REVERIER

changer la vie politique en France

LA NOUVELLE MAISON DU P.S.

La campagne de souscription « pour acheter la maison du Parti socialiste » vient de démarrer sous l'égide de l'association Solidarité socialiste. A tous les militants du parti, à tous les sympathisants, il est demandé d'envoyer leur contribution à l'adresse de cette association, 7 bis place du Palais-Bourbon, 75007 Paris (Tél. 551.97.53) par chèque bancaire ou chèque postal (C.c.p. 34 522 43, La Source). Un certificat sera envoyé à chaque souscripteur qui aura ainsi contribué à doter le Parti socialiste d'un siège national à la hauteur de sa nouvelle audience et de ses ambitions.

AGRO « SELECTIONNE »

Depuis le 16 janvier, les élèves de l'Institut national agronomique Paris-Grignon sont en grève avec occupation des locaux. Ils s'opposent à une augmentation de 112% des frais de scolarité, accentuant la sélection sociale déjà très importante au cours de la scolarité précédant l'entrée à l'école. Cette augmentation traduit le désengagement du ministère de l'Agriculture dans la marche financière de l'école, abandonnant ainsi la recherche aux intérêts privés. Cette lutte s'inscrit bien dans le cadre plus général de la défense du service public. Jusqu'à présent, le ministère n'a proposé aucune solution acceptable, susceptible de débloquer le conflit, malgré une intervention par question écrite de Pierre Joxe.

PETROLIERS INCULPES

Comme l'avait annoncé « l'Unité » dans son dernier numéro, les pratiques frauduleuses des pétroliers vont aboutir à l'inculpation de nombreux P.d.g. Le chiffre de 42 inculpations au total reste probable. Dès le 17 décembre, Elie Loquès, premier juge d'instruction au tribunal de Marseille, notifiait son inculpation à Jean Chenevier, P.d.g. de B.p. France, pour entraves à la liberté des enchères et aux soumissions sur les marchés publics et pour ententes illicites en vue d'éliminer des concurrents du marché. Vint ensuite le tour de Jacques Coutier, P.d.g. de Fina France, inculpé le 20 janvier. Louis Deny, président de Total, et Léonard Carous devaient à leur tour être entendus pour les mêmes raisons par Elie Loquès le 23 janvier. Les autres, tous responsables pour la France de ces compagnies pétrolières dont les bénéfices ont atteint 50 milliards de nouveaux francs dans le monde en 1973, ne vont pas tarder à les suivre.

A la manière de « l'Express »



L'INSTANT OU J.J.S.S. A CRAQUE

Document : mardi 21 janvier, 19 h 20. Une dépêche de l'Agence France Presse apprenait à J.J.S.S. la création par Michel Durafour du mouvement des « réformateurs démocrates sociaux ». « l'Unité » était là.

JOURNEES CULTURELLES

Avec les faiblesses et les insuffisances que l'on enregistre toujours en pareil cas, les deux journées organisées à la Cité internationale par Dominique Taddei et l'équipe du Secrétariat à l'action culturelle du Parti socialiste ont été un franc succès.

La publication prochaine des rapports des neuf « tables rondes », dont celui d'Yvette Roudy sur le rôle et le statut de l'animateur, qui a été particulièrement apprécié par les participants, complètera le texte de base qui a servi de trame à ces journées auxquelles ont assisté de nombreux écrivains, artistes et créateurs. François Mitterrand en a tiré les conclusions après que Bernard Pingaud, Daniel Mitrani, Jack Lang, Charles Josselin, Gérard Delfau et Dominique Taddei aient apporté des éléments de réflexion sur la conception socialiste de la création et de l'animation culturelle par rapport à celle qui domine aujourd'hui.

ON VOTE A LA GARENNE-COLOMBES

Le 26 janvier, les électeurs de La Garenne-Colombes sont appelés à voter pour remplacer Albert Fabli, ancien maire, qui a démissionné en compagnie de deux de ses adjoints, U.d.r. comme lui, Marty et Sarrazin. Cette démission intervient au terme d'une longue querelle qui a opposé tout au long de l'année dernière Fabli à la majorité de son conseil municipal. Pourquoi cette querelle ? On ne peut l'élucider sans faire intervenir la personne du Républicain indépendant Charles Deprez, maire de Courbevoie et député d'une circonscription qui englobe également La Garenne-Colombes. Soucieux de conforter sa position électorale dans cette circonscription, Deprez, petit à petit, a pris le contrôle de la majorité du conseil municipal de La Garenne-Colombes. Hostile à cette tutelle Fabli a été mis en minorité et n'a obtenu le vote des différents budgets municipaux de 1974 qu'avec plusieurs mois de retard. Les querelles de la droite ont donc complètement bloqué le fonctionnement normal de la municipalité pendant plus de la moitié de l'année. Raison de plus pour que les Garennois refusent de voter pour les trois candidats de droite appuyés par Deprez et choisissent ceux du Parti socialiste (faute d'accord du P.c., il n'y a pas de liste commune à gauche). Un peu d'air pur ne leur ferait pas de mal...

DE LA HAVANE A PARIS

A la veille de quitter la France où il a eu de nombreux entretiens pendant cinq jours, le vice-premier ministre cubain Carlos Rafael Rodriguez a eu un entretien particulièrement amical avec François Mitterrand. En dépit de son emploi du temps chargé, il avait tenu à rencontrer à nouveau le Premier secrétaire du P.s. qu'il avait accompagné durant tout son séjour à Cuba en octobre dernier, avec Gaston Defferre et Didier Motchane.

La semaine prochaine ne manquez pas le numéro SPECIAL CONGRES de « l'Unité »

Face aux travailleurs de Lip, un P.d.g. de 41 ans, Claude Neuschwander qui raconte pour « l'Unité » le redémarrage de l'entreprise, ses espoirs, les rapports privilégiés qu'il veut instaurer entre lui et les ouvriers... ainsi que leurs limites en régime capitaliste.

Dôle, le 29 janvier 1974 : une série de signatures au bas d'un document de huit pages met fin au conflit Lip. Cela fera tout juste un an mercredi prochain.

Après dix mois de lutte, les « Lip » obtiennent ce qu'ils n'ont cessé d'exiger : la remise en marche de leur entreprise et l'assurance d'y retrouver leur emploi. Le 26 janvier, trois jours plus tôt, des négociations s'étaient engagées à Dôle entre José Bidegain, représentant un groupe industriel franco-suisse, et les syndicats de Lip. Le 29, à 16 heures, le protocole d'accord est signé entre les deux parties. Les ouvriers de Lip approuvent cette signature. 669 d'entre eux sont présents lors du vote où l'accord de Dôle est soumis à leur verdict : on enregistre 3 voix contre et 16 abstentions.

Commence alors une longue attente. Les représentants patronaux se sont engagés à assurer la formation de tous ceux qui ne seraient pas immédiatement repris. Le 11 mars, l'usine de Palente rouvre ses portes avec un effectif de 140 salariés. Au fil des mois, le nombre enfle : à la fin de juillet, 555 personnes ont retrouvé leur emploi. A la même époque, des discussions s'engagent à Besançon pour obtenir un calendrier précis des réintégrations. Fin décembre enfin, ceux qui attendaient encore reçoivent leur lettre de réembauche.

Les leçons de ce conflit ont été mille fois analysées. Mais quel est maintenant l'avenir de Lip, de l'entreprise et de ses travailleurs ? Comment y sont vécus les rapports entre direction et salariés ? Quel rôle y jouent ceux qui ont si longtemps mobilisé l'opinion publique ?

Pour Jacques Chérèque, secrétaire général de la fédération C.f.d.t. de la Métallurgie, rien n'est fini. « Nos camarades de Lip, dit-il, ont gagné la première manche. Ils avaient affirmé que Lip était viable. Eh bien, c'est prouvé : l'entreprise marche.

« Ensuite, ils se sont acharnés, après le redémarrage de l'entreprise, à démontrer à la direction que les clauses permettant de réembaucher vite le maximum de salariés étaient applicables. Et chaque fois que la direction, pour des raisons qui lui sont propres, a tenté de surseoir à l'application du plan initial, les travailleurs de Lip ont su, grâce à des arguments irréfutables et à leur connaissance profonde de l'entreprise, faire reconnaître leur point de vue. La conclusion, c'est-à-dire la rentrée de tout le personnel dans l'usine, montre bien qu'ils avaient raison.

« Maintenant, Lip est redevenu une entreprise normale. Ce qui serait intéressant aujourd'hui, ce serait de voir s'y développer une action syndicale établissant un autre style de rapports entre les syndicats et les travailleurs ; ce serait de voir se préciser de nouvelles formes de revendications face à la direction. Bref, un syndicalisme enrichi de tout ce qui a fait l'originalité de la lutte des Lip. Pour eux, c'est la seconde phase du combat : une longue route en perspective... »

Face aux travailleurs de Lip, qui trouve-t-on aujourd'hui ? Un P.d.g. de 41 ans, Claude Neuschwander. C'est lui que le ministre du Développement industriel de l'époque, Jean Charbonnel, avait chargé, à la fin de décembre 1974, d'une mission exploratoire pour étudier le redémarrage de la société. Pour ce spécialiste de marketing au groupe Publicis, qui n'a jamais fait mystère de ses sympathies pour la gauche, le pari était « jouable » : Lip pouvait repartir, l'entreprise était viable. Pour retracer l'année qui a suivi l'accord de Dôle, « l'Unité » lui donne aujourd'hui la parole, étant entendu que les travailleurs de Lip s'exprimeront à leur tour dans un prochain numéro.

L'UNITE : Voilà maintenant un an que vous avez signé un accord garantissant à tout le personnel de l'ancienne société Lip qu'il serait réembauché. Est-ce aujourd'hui chose faite ?

CLAUDE NEUSCHWANDER : Pas tout à fait, mais presque. Il reste encore une vingtaine de personnes qui n'ont pas été réintégrées dans l'entreprise, mais elles savent quand elles rentreront, et où elles iront.

— A quelle époque alors le réemploi de tous les salariés de Lip sera-t-il effectif ?

— Officiellement, tout le monde aura été réembauché avant le 30 mars. Mais, en fait, j'espère même réduire ce délai.

— L'été dernier, on vous a prêté l'intention de vouloir limiter à 700 personnes seulement l'effectif qui serait repris par la nouvelle société Lip...

— Je n'ai jamais rien prévu de tel. Mes propos ont été mal interprétés. Au moment où je parcourais la France en train, en juin dernier, je disais que les prévisions pour la fin de l'année 1974 étaient un effectif de 700 personnes. Ce n'était que des prévisions. En fait, la fourchette se situait à l'époque entre 655 et 715 personnes. Et nous nous sommes retrouvés, à la fin de l'année, avec 735 salariés dans l'usine : j'avais fait une erreur, elle n'était pas très large ! 1975 est arrivé, on a continué à embaucher et, le 15 décembre 1974, j'ai pu garantir à tous ceux qui restaient qu'ils seraient repris au courant du premier trimestre 1975.

Je vais plus loin : l'entreprise va continuer à se développer, et l'embauche ne sera pas stoppée parce que nous aurons atteint le chiffre fatidique de 830 personnes. J'espère même que Lip absorbera quelques chômeurs récents des entreprises bisontines.

— Cela signifie-t-il que vous prévoyez la nécessité d'un effectif supérieur à 830 salariés ?

— L'année 1975 débute très bien pour l'entreprise, et il n'est pas du tout invraisemblable, si cela continue ainsi, que nous dépassions ce chiffre. Mais je ne suis absolument pas prêt à m'engager sur ce point : ce serait susciter des espoirs chez ceux qui cherchent du travail, et il serait parfaitement anormal de le faire aujourd'hui.

— On a beaucoup critiqué la formation professionnelle qui s'est faite l'an dernier à Lip. On a dit qu'elle n'était qu'une sorte de simple parking, sinon de réservoir dans lequel la nouvelle direction pouvait puiser selon ses besoins.

— Je crois qu'il faut examiner concrètement les aspects positifs, et les aspects négatifs de cette opération.

Il faut d'abord en resituer le cadre : c'était une opération-pilote. N'oublions pas que c'était la première fois que l'on mettait en application la loi de 1971. N'oublions pas non plus qu'il a fallu tout préparer en se fondant sur un plan réalisé en huit jours, au milieu d'une dure bagarre politique : c'était l'époque où je ne sais plus qui, j'ai oublié son nom, disait : « Lip, c'est fini ». Il était logique de ne pouvoir à ce moment, sans avoir jamais mis les pieds dans l'usine, définir avec précision les fabrications futures et les besoins en personnel pour les réaliser.

Voilà les conditions dans lesquelles a démarré cette opération-pilote de formation. Il est vrai qu'elle constituait une possibilité de faire attendre ceux qui restaient à l'extérieur — en leur assurant un salaire, point non négligeable — pendant que l'entreprise reprenait suffisamment de forces pour repartir ; car on ne pouvait reprendre tout le monde tout de suite. Mais je n'accepte pas le mot de « réservoir » à la disposition de la direction : il y avait en formation des personnes en attente et, au fur et à mesure que des postes étaient créés, elles venaient reprendre leur place.

Maintenant, prétendre que cette opération s'est déroulée dans les meilleures conditions serait faux. Pour plusieurs raisons. La première : cette expérience n'a pas eu de préparation. Les accords de Dôle ont été signés le 29 janvier, la formation a commencé le 1er mars : il a donc fallu organiser une formation pour 830 personnes — ce qui est considérable — en un mois.

Second handicap : les stages ont été organisés par l'administration et elle seule. L'administration obéit à un certain nombre de règles, et elle n'est pas forcément prête au « coup de commando » que peut constituer l'organisation d'une formation d'une telle ampleur dans un délai aussi bref.

Troisième difficulté : les professeurs chargés de cette formation, dans la plupart des cas, avaient des habitudes pédagogiques qui ne correspondent déjà plus aux besoins de jeunes de 15 ou 17 ans. C'est dire que, face à des adultes de 40 à 45 ans, qui avaient 20 ans de métier, étaient professionnellement des as, et en savaient parfois plus que leurs moniteurs, le hiatus était considérable.

Enfin, ceux qui suivaient ces cours étaient

LIP, UN AN APRES

dans l'angoisse du chômage et craignaient de ne pas être repris. Je dirais même que cette angoisse croissait au fur et à mesure que l'on embauchait : car ceux qui restaient se disaient : « Ils ne veulent pas de moi. » Plus le noyau était petit, plus l'angoisse y était concentrée. Tout cela explique que la formation se déroulait mal.

Et pourtant, cela a été, à mon sens, une expérience très positive. Par exemple, il est intéressant de savoir que dans une usine requérant une telle qualification, nombreux étaient ceux qui savaient admirablement comment faire certaines pièces de montre, mais qui ignoraient le fonctionnement complet d'une montre. Eh bien ! là, pendant un mois, tous ont pu apprendre comment fonctionne une montre : ils ont donc pu replacer la partie limitée de leur travail dans un ensemble et se situer plus intelligemment dans le processus de fabrication. C'est loin d'être négligeable.

D'autres ont appris de nouvelles techniques : cela va nous permettre d'améliorer en profondeur les conditions de travail, en faisant intervenir une certaine polyvalence, donc une modification qui rompra la continuité des tâches. Autant d'aspects positifs.

Je dirais, en conclusion, que je souhaite qu'une réunion tripartite, composée de représentants du ministère, de la direction et des syndicats, fasse le bilan de cette expérience. Il était logique qu'il y ait des bavures. Il serait souhaitable d'essayer aujourd'hui d'en tirer les leçons en se demandant : qu'y avait-il de bien dans cette expérience, où étaient les déficiences, comment fera-t-on la prochaine fois ?

— Le personnel réembauché a-t-il conservé ses qualifications et ses salaires antérieurs ?

Il a été repris avec le salaire qu'il touchait un an auparavant. Pendant l'année 1974, les salaires ont été augmentés en fonction de l'indice Insee. Actuellement, nous les réévaluons en utilisant un cocktail entre l'indice Insee, pour 50% et les indices C.g.t., C.f.d.t. et Unaf, pour 1 /6e chacun.

Les qualifications sont les qualifications antérieures. Il est vrai que tous ces hommes ont appris en formation, et qu'ils auraient dû logiquement prendre du galon. Mais si tout le monde prend du galon, la masse salariale augmente et l'entreprise « replonge ». Nous avons donc bien précisé que les stages de formation ne seraient pas suivis d'une amélioration de qualification.

— Quel est le plus bas salaire chez Lip ?

— Il n'y a aucun salaire en dessous de 1 500 F. Chaque fois que nous avons procédé à des augmentations avec l'indice Insee, nous avons constamment recherché à effectuer, en plus, une majoration minimum, dans le but de resserrer l'éventail des salaires.

— Comment les organisations syndicales se sont-elles comportées vis-à-vis de la nouvelle direction ? Et quel est votre style de direction par rapport aux salariés ? Pensez-vous que vos méthodes de direction répondent à l'attente d'hommes qui ont mené longtemps un conflit très particulier ? Croyez-vous qu'ils jugent vos initiatives suffisantes ?

— Chez Lip, les organisations syndicales se comportent en organisations syndicales. Elles sont fortes et fortement représentatives. Comme elles trouvent en face d'elles une direction qui essaie d'être forte, le dialogue s'établit parfois avec vigueur. Mais j'ai l'impression qu'il repose sur des bases saines : les procès d'intention sont rares, et il existe une certaine convergence d'objectifs.

Tout au long de l'année 1974, direction et syndicats ont poursuivi deux objectifs importants : la survie de l'entreprise et le réemploi de tous les Lip. L'ordre de priorité n'était évidemment pas le même : les syndicats faisaient passer en premier le réemploi de tout le monde ; nous, la survie de l'entreprise. Mais nous savions qu'un seul de ces objectifs était sans signification si l'autre n'était pas atteint. Si j'avais cru sauver l'entreprise sans reprendre tout le personnel, je me serais heurté à un conflit social grave. Si j'avais repris tout le monde et que l'entreprise en ait pâti, cela ne valait guère mieux ! Un certain équilibre s'est donc maintenu tout au long de l'année. Un équilibre sain. Et nous avons respecté intégralement le plan que nous nous étions fixé au départ, et les accords que nous avions signés à Dôle.

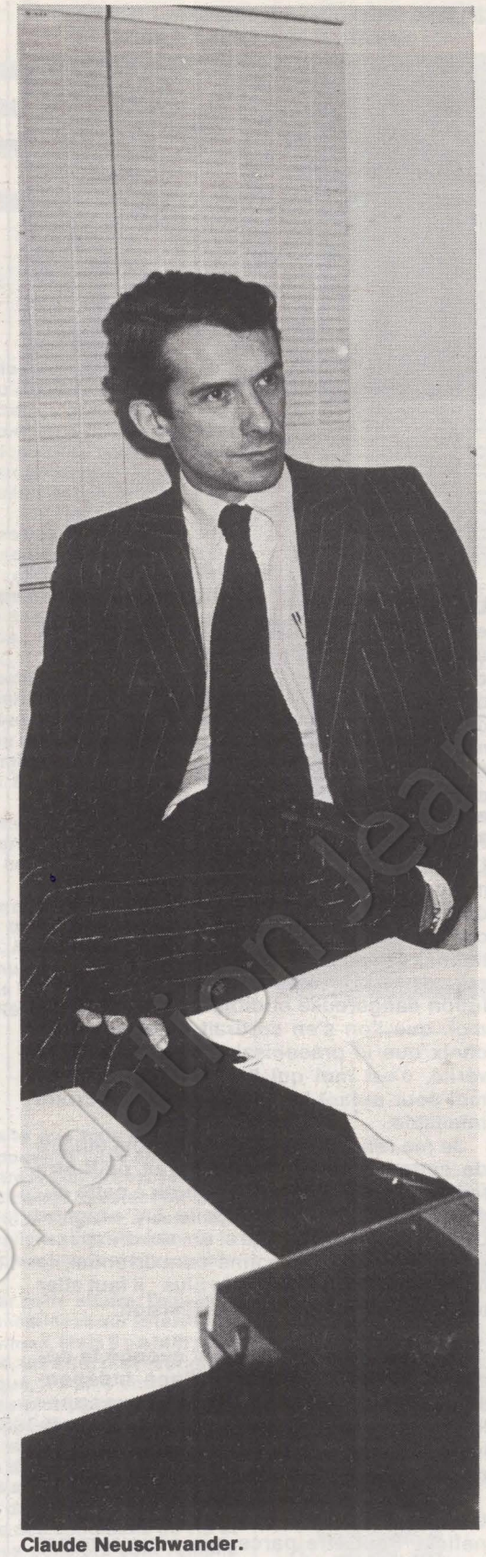
Maintenant, les initiatives que nous prenons correspondent-elles à l'attente des travailleurs de Lip ? Eux seuls peuvent le dire. Mais j'ai le sentiment qu'ils sont conscients du fait que la direction a réalisé l'impossible pour sauver l'entreprise, en prenant le relais de ce qu'eux-mêmes avaient fait pendant des mois. Nous pensons avoir la confiance de la base ouvrière : c'est quand même important.

Nous avons entamé un processus d'information complète des syndicats et des ouvriers sur ce qui se passe dans l'entreprise, et un processus de négociation sur les conditions de travail, dans lequel nous souhaitons voir les syndicats partie prenante. Dire que cela résout tous les problèmes, loin de là ma pensée !

— L'existence d'un syndicalisme fort, concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Par exemple, un rôle nouveau sera-t-il accordé, chez Lip, aux délégués du personnel, au comité d'entreprise, aux délégués syndicaux ?

— Posons d'abord ceci clairement en préalable : nous parlons de l'entreprise dans un régime capitaliste. Donc nous sommes dans un régime concurrentiel : il exige que l'on réagisse très vite, il impose que la sauvegarde de l'entreprise passe par son développement.

A partir de là, le rôle de la direction est de décider, et de décider seule, d'un certain



Claude Neuschwander.



Avec Serge Richard et Michèle Backmann.

nombre de stratégies à long terme, en ce qui concerne les options financières, les recherches de développement, le marketing. A ces stratégies, les syndicalistes ne souhaitent pas être associés, car ce serait pour eux assumer des responsabilités de gestion capitaliste dont ils ne veulent pas.

Lorsque cela a été défini, que reste-t-il ? En premier lieu : que l'on doit appliquer la loi. Ce n'est généralement pas le cas. Appliquer la loi, cela signifie que l'on cesse de faire peu ou prou la chasse aux syndicalistes, que les délégués du personnel sont consultés, que les comités d'entreprise fonctionnent normalement, et pas uniquement pour s'occuper de broutilles : il entre dans leurs fonctions des choses importantes. Cela signifie aussi que les représentants du personnel assistent aux conseils d'administration en y disposant, comme les autres administrateurs, de l'information complète sur tout ce qui se passe dans la société. Pour tout cela, nul besoin de lois ni de textes nouveaux : tout est écrit, tout est voté, tout est publié. Il suffit de le faire exécuter. Alors, inutile de parler de réforme de l'entreprise avant que ce minimum essentiel ne soit accompli.

Nous, pour notre part. nous appliquons la loi. Rien de plus. rien de moins, puisque nous sommes dans un régime concurrentiel et que ma tâche est de sauver l'entreprise par rapport à son marché.

Là où je suis prêt à faire plus, c'est dans le domaine des conditions de vie au travail. C'est un domaine essentiel pour les ouvriers, celui pour lequel ils sont compétents, celui pour lequel ils se passionnent parce que c'est leur vie, celui dans lequel ils peuvent trouver leur épanouissement. Là, oui, ils doivent être associés à ces problèmes. Je vais même plus loin : je suis prêt à donner une certaine forme de délégation de responsabilités dans ce domaine, parce que cela ne met pas en cause les stratégies profondes de l'entreprise, mais la vie des ouvriers, pour laquelle ils ont leur mot à dire ! Je suis prêt à déléguer une fraction du budget global pour la consacrer à ces problèmes. A condition, bien sûr, que je ne pénalise pas mes prix de revient par rapport à la concurrence. En d'autres termes, à la condition que la concurrence soit soumise à la même obligation.

A mon avis, voilà comment on doit envisager une réforme de l'entreprise dans un système capitaliste. Si on aborde ce sujet différemment, on fait œuvre de rêveur. Cela, je n'en ai pas le temps : j'ai à construire des montres et à les vendre. Non que je refuse de parler de l'entreprise dans un régime socialiste. Mais c'est un tout autre sujet...

— Contentons-nous du présent. De vos propos, il ressort quand même un fait : la décision finale, seul le P.d.g. la prend ?

— Attention : la décision stratégique finale, oui, c'est le P.d.g. qui la prend. Il ne faut pas croire pour autant que je décide seul dans mon coin, en imposant mes directives. J'écoute tous ceux qui ont quelque chose à m'apprendre sur un sujet, et je n'hésiterais pas, si j'ai le sentiment de m'être trompé, à revenir en arrière. Mais pour ce qui est de la stratégie fondamentale de l'entreprise, il y a un homme seul qui prend la décision. Car, en termes de stratégie, on ne négocie pas la décision.

— Mais vous recueillez des avis avant de prendre une décision. Pensez-vous à des formules possibles pour associer à cette consultation un plus grand nombre de salariés ?

— Je vais essayer de répondre par un exemple à cette question. Dans l'horlogerie, un des premiers choix à faire est le suivant : doit-on travailler avec les horlogers-bijoutiers, ou doit-on passer par le réseau des grandes surfaces ? A l'époque du redémarrage de Lip, tout le monde tranchait en faveur de la seconde solution. Ce n'était pas mon avis : après étude du dossier, j'étais arrivé à la conclusion strictement inverse. Pour moi, c'était une évidence : la marque Lip ne pouvait travailler qu'avec les horlogers-bijoutiers, cela faisait un siècle qu'elle agissait ainsi et une marque ne peut changer comme cela. Les ouvriers, les fonctionnaires, les cadres, tous m'ont donné les raisons pour lesquelles ils jugeaient ma solution dangereuse et difficile. J'ai apprécié, moi, que l'on s'en sortirait en adoptant le choix que je préconisais. Et, ce jour-là, la vérité, c'est moi qui l'ai détenue. Loin de moi pour autant la prétention de me croire infaillible.



La « pub. ».

— Vous avez récemment évoqué la nécessité pour la direction d'une indépendance totale vis-à-vis de ce que vous appelez le « triangle » capital - marché - travailleurs. Comment diable cette indépendance peut-elle être garantie ?

— Sur le plan général, je l'ignore. Il se trouve que notre équipe de direction en bénéficie. Peut-être parce que nous sommes partis d'une situation exceptionnelle. Peut-être parce que les actionnaires de la nouvelle société ne sont pas venus dans un but strictement capitaliste et que, par conséquent, ils nous ont laissé cette indépendance.

Comment cette indépendance peut-elle être garantie ailleurs ? Je ne prétends pas réformer l'entreprise, je ne suis pas compétent dans ce domaine. C'est aux théoriciens de l'entreprise à rechercher comment cette indépendance peut être assurée : je leur en laisse le soin.

— Parlons alors de Lip. La société Lip 75, qu'est-ce que c'est ?

— C'est une affaire qui a pratiquement retrouvé le volume de l'ancienne société. En 1975, nous allons réaliser autant de montres que n'en a jamais produites l'ancienne société Lip. Nous y ajoutons une nouvelle production de montres de tableau de bord (nous en ferons environ 100 000 en 1975) et une production de boîtiers de montres (nous prévoyons d'en fabriquer un million et demi à deux millions cette année).

Nous arriverons en 1975 à un équilibre financier : nos dépenses correspondront à nos recettes. Et les stocks se seront accrus en 1975 de façon à correspondre à l'accroissement des ventes prévu pour 1976. Voilà ce qu'est Lip aujourd'hui.

J'ajoute — c'est un point qui avait beaucoup intéressé les syndicats lorsque nous leur avons présenté notre plan à Dôle — que nous avons un important département de recherche horlogère, qui constitue un axe stratégique important. C'est aussi une preuve de notre volonté de développer l'affaire.

— Cherchez-vous à conquérir de nouveaux marchés, à l'étranger, par exemple ? Et à innover sur le plan technique ?

— Bien entendu. Nous avons ouvert notre première filiale à New York ; celle de Bruxelles fonctionne. Nous sommes en train de nous implanter en Suisse. Et, en avril, nous espérons être présents en Angleterre et en Allemagne. Probablement aussi en Hollande et en Italie. Les objectifs fixés sont suivis.

La montre à quartz sera en vente en mars. En avril, nous présenterons des montres digitales : ce sont des montres où l'heure apparaît à volonté sur le cadran.

Et surtout, nous sommes les seuls en France à fabriquer entièrement des montres. Les autres achètent des mouvements à l'étranger et les assemblent : nous, nous faisons tout de A jusqu'à Z. Cela suppose un secteur de mécanique de précision et un secteur d'électronique très avancés : tout cela peut permettre de trouver des applications en dehors de l'horlogerie même. Il y a donc, là, des points de diversification et de développement non négligeables.

— Vous n'ignorez sans doute pas que vos initiatives publicitaires sur le thème de la passion ont entrainé des commentaires, qu'elles ont même choqué. On vous a accusé de « récupération » de la lutte des « Lip ».

— Qu'est-ce qui aurait choqué le plus ? Qu'on oublie le conflit ? Ou qu'on s'en souvienne ? Je crois que, de toute façon, il fallait nous attendre à être attaqués de l'extérieur ; ou alors, il ne fallait pas faire de publicité. Et personnellement, je n'ai pas été très sensible à ces critiques. En revanche, j'ai été très sensible à ce qu'ont pensé de ces initiatives les gens de l'intérieur, ceux qui avaient vécu le conflit. Quand, à la fin du mois d'août, on a entendu les premiers spots publicitaires à la radio, l'émotion était considérable. Les transistors avaient envahi la cafétéria, ce jour-là. C'était un vendredi midi. Je m'en souviens encore. Et je me souviens de la réflexion d'un leader syndical, qui n'avait pas été inactif pendant la grève, je vous le garantis. Il a dit : « Cette publicité, elle a été faite par des gens de cœur ». Moi, je n'en demandais pas plus.

Alors, je ne prête guère attention aux critiques extérieures. Cela fait 25 ans que je me sens socialiste, je n'ai jamais cessé de l'être, je n'ai pas l'impression d'avoir changé parce que je suis P.d.g.

Propos recueillis par
MICHELE BACKMANN et SERGE RICHARD

Police

LE MINISTRE ET LES C.R.S.

"Le ministre de l'intérieur veut créer 10 nouvelles Compagnies républicaines de sécurité (C.r.s.) ». Ce titre à la une du « Monde » du 16 janvier a fait l'effet d'une bombe dans les milieux policiers. L'après-midi même, le cabinet de Michel Poniatowski publiait un communiqué pour « démentir formellement ces informations... et déplorer la publication de nouvelles hautement fantaisistes. » Plus tard, la Place Beauvau précisait que « le ministre d'Etat avait confié à l'inspection générale de l'administration une enquête sur l'origine de ces fausses nouvelles. »

L'enquête qu'a demandée Poniatowski n'aura pas besoin d'aller bien loin pour déterminer l'origine de cette information. Elle se trouve dans le compte rendu officiel de la réunion des commandants des compagnies de C.r.s. qui s'est tenue le 27 novembre 1974 au siège du groupement de la compagnie n° 2 à Lambersart (Nord). Cette réunion à laquelle assistaient 19 commandants, lieutenants, colonels et capitaines des C.r.s., était présidée par le patron des C.r.s., leur chef de service Roger Gros.

A la page 10 de ce document, sous le titre « Effectifs », on peut lire cette déclaration de Roger Gros : « Il est prévu au VIIe Plan la création de 10 C.r.s. Ceci reste d'actualité, malgré les difficultés présentes. La création des C.r.s. permettra la mise en place de deux compagnies, au moins, par région économique. » Ce compte rendu est signé par le commandant de groupement Farret et a été transmis aux commandants des C.r.s. à la date du 3 décembre 1974 (voir fac-similés ci-contre).

Deux hypothèses, donc. Ou bien le ministre de l'Intérieur ne sait pas ce qui se dit dans les réunions des états-majors de ses services, ce qui est quand même inquiétant. Ou bien ces propos lui étaient connus, et son démenti prend alors une saveur toute particulière.

D'autant plus qu'à cette même réunion, un autre problème tout aussi grave a été abordé. Les cadres des C.r.s. ne sont pas, dans l'état actuel de la législation, des officiers de police judiciaire (O.p.j.). Ainsi, en cas d'accident corporel sur une autoroute, les C.r.s. sont aujourd'hui contraints de s'adresser à la gendarmerie pour l'enquête judiciaire. Dans les opérations de maintien de l'ordre, ils restent de même sous l'autorité des commissaires de police.

La pénurie × 10

Depuis longtemps, l'état-major des C.r.s. souhaite que tous ces cadres deviennent O.p.j. et disposent de la plénitude des pouvoirs judiciaires. Pour des questions de droit, de répartition des tâches entre les différents services de police, jamais le ministère de l'Intérieur ne leur a donné satisfaction dans ce domaine. En 1969, Raymond Marcellin était prêt à accéder à cette demande. Mais l'opération capota grâce aux journalistes qui révélèrent le projet et à l'opposition des syndicats. Une fois de plus, une tentative existe pour y parvenir. Et elle aussi inquiète.

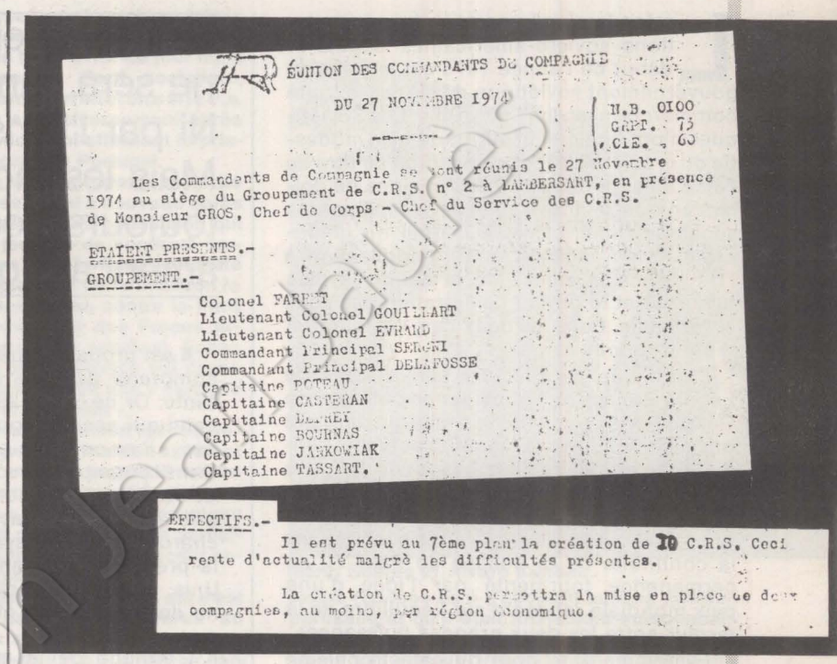
Les syndicats de police sont aussi concernés par cette affaire. Depuis la fin de la guerre de l'Algérie, 60 compagnies sont disséminées sur le territoire français. Elles regroupent, sur le papier, 14 500 hommes. Mais il y a loin de la théorie à la pratique. Pour les seules sections à pied, les effectifs théoriques sont de 210 fonctionnaires par unité. Dans la pratique, il y en a entre 165 ou 170 en moyenne, soit un déficit de 40 à 45. D'où un surplus de travail pour les C.r.s. actuellement en activité. Créer de nouvelles unités équivaut à mettre la charrue avant les bœufs. Rien d'étonnant alors si le secrétaire général adjoint de la Fédération autonome des syndicats de police, André Reggi, déclare dans son journal daté du 9 janvier 1975 que si ces projets venaient à se réaliser, la réaction des syndicats « serait très dure ».

Au manque d'effectifs s'ajoute aussi le problème des conditions de vie et de travail des C.r.s. Les journaux syndicaux de ces policiers sont remplis d'anecdotes significatives. En voici une parmi beaucoup d'autres. La C.r.s. 49 qui participa aux opérations de maintien de l'ordre à Draguignan fut logée, après 16 heures de service ininterrompu, dans une caserne de Nice. Ces hommes ne disposèrent même pas d'une seule douche pour se laver. Alors, créer 10 nouvelles compagnies de C.r.s., comme le souhaite l'état-major, ce serait simplement multiplier par 10 la pénurie.

Poniatowski se flatte de vouloir faire une police plus humaine, d'intégrer le policier dans la cité, de lui faire abandonner le fichage des militants politiques pour la lutte contre la criminalité. Joli programme! Mais l'affaire des 10 compagnies de C.r.s. prouve que ses objectifs ne sont pas prêts d'être atteints. Le groupe de pression de l'état-major a une fois de plus montré sa force et son obstination.

Plutôt que de s'occuper du « France » pour l'oublier le lendemain, de sélectionner les journalistes pour la télévision, de voyager en Algérie, de donner son avis sur tout et sur rien, le ministre d'Etat ferait mieux de prêter attention à ses policiers et son état-major de C.r.s. Sinon, il ne pourra plus manier le démenti sans faire rire dans les commissariats.

NICOLAS BRIMO



RÉUNION DES COMMANDANTS DE COMPAGNIE

DU 27 NOVEMBRE 1974

N.B. 0100
GRPT. 75
CIE. 60

Les Commandants de Compagnie se sont réunis le 27 Novembre 1974 au siège du Groupement de C.R.S. n° 2 à LAMBERSART, en présence de Monsieur GROS, Chef de Corps - Chef du Service des C.R.S.

ETAIENT PRESENTS.-

GROUPEMENT.-

Colonel FARRET
Lieutenant Colonel GOUILLART
Lieutenant Colonel EVRARD
Commandant Principal SERGNI
Commandant Principal DELAFOSSE
Capitaine POTEAU
Capitaine CASTERAN
Capitaine [illegible]
Capitaine BOURNAS
Capitaine JANKOWIAK
Capitaine TASSART.

EFFECTIFS.-

Il est prévu au 7ème plan la création de 10 C.R.S. Ceci reste d'actualité malgrè les difficultés présentes.

La création de C.R.S. permettra la mise en place de deux compagnies, au moins, par région économique.



INCIDENTS

U.r.s.s - Etats-Unis

DE PARCOURS

Le cours lent et sinueux de la détente ne sera sans doute pas remis en question. Ni par l'U.r.s.s. ni par les Etats-Unis. Mais les incidents de parcours restent toujours possibles, surtout si le Sénat américain garde la « grosse tête ».

Le fait le plus important dans les relations soviéto-américaines depuis le début de l'année 1975 est le refus du gouvernement soviétique de signer le traité commercial avec les Etats-Unis. Les Soviétiques n'ont finalement supporté ni la modestie du crédit mis à leur disposition au titre de l'aide à l'exportation — 300 millions de dollars en quatre ans — ni le lien établi par les sénateurs américains, à l'appel du démocrate Henry Jackson, entre l'application à l'U.r.s.s. de la clause de la nation la plus favorisée et le droit à l'émigration des Juifs soviétiques. Dans les deux cas, Washington a été trop loin.

Plutôt que de spéculer sur la santé de Leonid Brejnev ou l'intelligence politique de Gerald Ford, ce sont de tels faits qui donnent une signification à la situation actuelle. L'inquiétude est réelle chez beaucoup de gens et la place donnée à une récente déclaration papale sur les menaces de guerre le souligne, alors que cette déclaration s'incrit dans la continuité de la pensée de Paul VI, en permanence tourmenté par l'idée d'une paix mondiale reposant sur l'équilibre de la terreur entre les deux grandes puissances.

Evidemment, le goût du catastrophisme ne travaille pas seulement les cinéastes américains, mais aussi une grande partie des moyens d'information, soucieux d'exciter l'appétit des consommateurs de journaux écrits ou parlés, consommateurs un peu blasés sous la masse de détails qui leur sont assénés. D'autre part, la détente gêne bien des milieux qui ne manquent pas une occasion ou de la combattre ou de la mettre en doute.

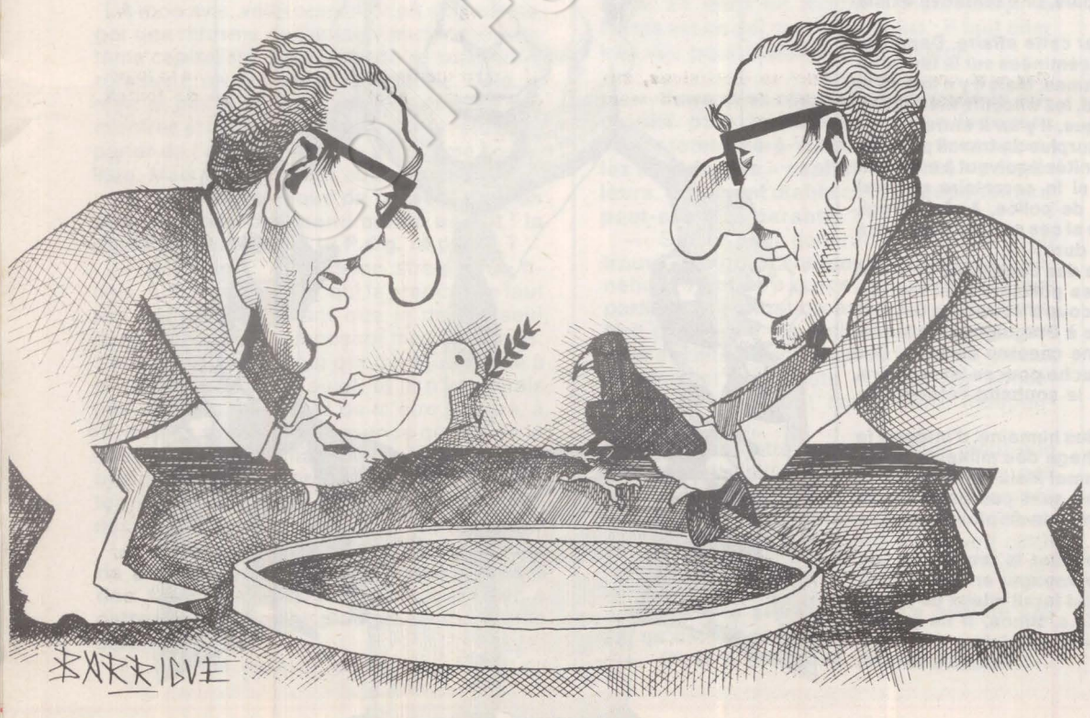
Il est probable que le Sénat américain ne comprend pas que des amis de cette détente. Or ce Sénat est pris d'un mal connu, celui qui accompagne trop souvent le succès : il se contrôle peu et se monte la tête. Dans la compétition qu'il avait engagée avec et contre la présidence, il vient de gagner une manche spectaculaire en éliminant Richard Nixon et en ayant en face de lui, pour la première fois dans l'Histoire des Etats-Unis, un président et un vice-président qui ne doivent rien à l'élection au suffrage direct.

L'attitude de la majorité démocrate au Parlement américain pourrait s'expliquer par ce tournis après une telle victoire. Mais elle est aussi à l'image de la réalité politique d'un parti qui s'est trop souvent taillé une réputation de gauche aux yeux de l'opinion européenne au travers de quelques personnalités acceptées par lui pour leur rentabilité dans l'élection à la magistrature suprême. Or, le Parti démocrate, au même titre que le Parti républicain, est le défenseur du système américain, c'est-à-dire du capitalisme et l'appréciation qu'on peut porter sur l'action d'un homme ou d'une équipe politique des U.s.a. doit se faire à partir de son réalisme en face des problèmes de la guerre ou de la paix, et non pas à partir de la considération d'une morale qui n'est pas la nôtre.

Nixon et Henry Kissinger ont pratiqué ce réalisme de la paix avec l'U.r.s.s., ce qui était bénéfique pour tout le monde sans pour autant mériter une approbation de tous les moyens utilisés, ni la bénédiction morale d'un prix Nobel. Pour le moment, aucune voix qualifiée pour prendre la magistrature suprême à la prochaine élection présidentielle ne s'est encore élevée des rangs démocrates pour dire au moins la même chose. La seule voix, tonnant comme la foudre, a été celle d'Henry Jackson, c'est-à-dire d'un Sudiste réactionnaire. Telle est la situation d'aujourd'hui et si certaines formes de la vertu démocratique et de la vertu en soi ont triomphé avec la liquidation de Nixon, il n'est pas évident que les vainqueurs soient tous vertueux.

Le monde traversera d'autres crises de ce genre. Les atouts les plus sûrs à la disposition du reste de l'humanité sont que l'Union soviétique a besoin de la paix et que les Etats-Unis redoutent la guerre. L'idée de la coexistence pacifique est née sous Staline, lorsque l'U.r.s.s. eut acquis la bombe atomique. Elle a été l'application pratique et la formulation élégante de l'équilibre de la terreur. Ni la disparition de Staline, ni sa difficile sucession avec les éliminations successives de Beria, de Malenkov et de Molotov, ni le départ de Krouchtchev n'ont remis en cause cette ligne générale. Le départ éventuel de Brejnev ne la mettrait pas plus en cause. A moins d'un cas de folie collective, aucune équipe dirigeante soviétique ne risquera, dans un conflit armé qu'elle n'aurait pas l'assurance de gagner, les chances du communisme et l'acquis de l'U.r.s.s. En d'autres temps, le pacte germano-soviétique de 1939 a été le symbole de cette constante.

Pour autant, l'Union soviétique a, comme les Etats-Unis, des intérêts à défendre et une considération à faire respecter. Par exemple, elle souhaite disposer en Asie d'un glacis de surveillance ou d'encerclement de la Chine. Sur une carte, c'est le contrôle de la Mongolie extérieure et de la Corée du Nord,



c'est la mainmise la plus totale possible sur la péninsule indochinoise, c'est l'alliance avec l'Inde. Au total, une colossale mâchoire qui enserre la Chine maoïste à qui ne reste que l'ouverture vers la mer, c'est-à-dire vers le monde capitaliste.

Autre exemple, celui du Proche-Orient. Là, il s'agit de desserrer la mâchoire américaine. Au même titre qu'au nord de l'Europe, les accords avec la Finlande et des négociations avec la Norvège tendent à rendre le plus libre possible la Baltique et l'Arctique.

Questions idéologiques

Quant à la considération, le sénateur Jackson a su lui porter un coup auquel l'U.r.s.s. n'est pas restée insensible. La réponse a été lente à venir, parce que la précipitation n'est pas la base d'une bonne politique et qu'il fallait voir comment évoluerait la situation intérieure américaine. La mauvaise humeur soviétique, qui a sa légitimité, signifie aux Etats-Unis qu'ils ont dépassé les bornes au-delà desquelles la coexistence, tout en continuant, se fait moins aimable. Mais de là à imaginer que Brejnev est l'inventeur et l'unique défenseur de cette coexistence, il y a une marge qui prouve une méconnaissance complète de la réalité soviétique et que ne franchissent que les gens en mal de sensationnel.

Certes, il y aurait un autre aspect à examiner, celui de la force des questions idéologiques à l'intérieur du mouvement communiste. On y recherche un équilibre permanent entre différents périls, l'aventurisme, le gauchisme, le compromis de classe. Les problèmes n'y sont plus réglés par la violence criminelle qui caractérisa la période stalinienne. Un règlement n'exclut pas cependant la brutalité, à l'égard des siens comme à l'égard des autres. L'affaire tchécoslovaque, l'élimination des intellectuels soviétiques contestataires, le durcissement de certains Partis communistes occidentaux ont certainement un contenu idéologique important qui échappe parfois. La coexistence n'a jamais signifié l'arrêt de la compétition ou celui du combat idéologique. Les communistes soviétiques le répètent avec une régularité qui finit par faire oublier l'avertissement et, par exemple, les communistes français ont eu récemment l'envie de le rappeler, ce qui s'adressait certainement autant à leur troupes qu'à leurs partenaires ou à leurs adversaires.

Dans ce cadre se développe le cours sinueux et lent de la détente. Des « incidents de parcours », pour reprendre une formule de Kissinger, sont inévitables.

Un certain nombre de dirigeants américains devraient cependant apprendre qu'un peu plus de rigueur dans leur attitude faciliterait les choses, si cette rigueur était mise au service de la paix au lieu de s'appliquer à des intérêts secondaires.

CLAUDE FUZIER

Portugal

Maintenant, les élections...

De notre correspondant à Lisbonne, Carlos Durao

C'est dimanche que va se jouer le sort de la coalition gouvernementale au pouvoir à Lisbonne depuis le 25 avril. Ce jour là, la Commission exécutive du Parti socialiste, convoquée spécialement à cet effet dira si le P.s. doit demeurer ou non au gouvernement après l'adoption par celui-ci de la loi affirmant le principe de l'unicité syndicale au Portugal.

Cette décision prise lundi soir par la majorité du Conseil des ministres, réuni à nouveau après une première délibération sans conclusion qui avait occupé toute la journée de vendredi dernier, constitue un échec pour le Parti socialiste et aussi pour le troisième parti de la coalition le P.p.d., l'un et l'autre soutenant, contre le Parti communiste et le Mouvement des Forces armées, la thèse du pluralisme syndical. Echec que ne dissimule pas Mario Soarès qui considère la décision de lundi comme une « certaine rupture du pacte gouvernemental ».

Mais s'il réaffirme son opposition fondamentale non pas à l'unité syndicale mais au syndicat unique créé par la loi et dans lequel il voit un déplorable héritage du régime précédent, le secrétaire général du P.s. n'était pas convaincu mardi soir que son parti devait cesser sa participation au pouvoir. Il croit, en effet, disposer encore de plusieurs cartes.

En premier lieu, la discussion serrée qui s'est poursuivie pendant de longues heures au Conseil des ministres a permis aux représentants du Parti socialiste et au P.p.d. d'obtenir dans les modalités d'application de la loi syndicale des formules plus souples que celles préconisées au départ par le Parti communiste qui cherche évidemment à mettre à profit le fait qu'il contrôle la majorité des cadres de l'Intersyndicale née dans la clandestinité sous le régime fasciste.

En second lieu, au moment même où le Conseil des ministres adoptait le projet inspiré par le Parti communiste, deux élections syndicales, l'une à Lisbonne, l'autre à Porto, donnaient la victoire aux partisans du pluralisme syndical contre ceux du syndicat unique. Dans le second cas, qui concernait les employés de banque de la grande ville du Nord, c'est même un important dirigeant communiste Adelino Gonçalvès, ancien ministre du Travail dans le gouvernement de Palma Carlos, qui a subi une sévère défaite. Ce qui bat sérieusement en brèche la thèse du secrétaire général du Parti communiste, Alvaro Cunhal et de l'actuel ministre du Travail, le capitaine Costa Martins, suivant laquelle la grande majorité des travailleurs sont favorables au syndicat unique.

Les dirigeants socialistes contestent cette thèse et ont reçu bien que non sollicité par eux, un important renfort de la part de l'épiscopat portugais dont la prise de position en faveur du pluralisme syndical a trouvé un large écho dans l'opinion publique non seulement dans les campagnes mais aussi dans plusieurs grandes villes comme précisément Porto dont l'évêque est connu pour ses sentiments progressistes.

Mais l'argument le plus important qui pousserait les socialistes à ne pas abandonner la coalition gouvernementale dépasse le problème syndical. Ils pensent, en effet, que si sur ce point, il y a eu ces dernières semaines identité de vues entre les communistes et les officiers du M.f.a., il n'en est pas ainsi dans d'autres domaines. Ce que Mario Soarès exprime en termes parfaitement clairs :

— « Le Mouvement des Forces Armées qui est très populaire au Portugal a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'adoptait aucune position partisane et qu'il était totalement indépendant du Parti communiste. Il est vrai que dans un problème très sérieux, très déterminant pour notre vie politique, celui des élections, il y a une différenciation très nette entre le M.f.a. et le Parti communiste. Le M.f.a. vient, en effet, de se prononcer pour de prochaines élections pour une Assemblée nationale constituante alors que le Parti communiste et ses alliés expriment de plus en plus leur prévention contre de telles élections sous prétexte qu'elles ne seront pas vraiment libres dans certaines régions. »



Mario Soares et Alvaro Cunhal.

Il est certain que le Parti socialiste, qui tient beaucoup à ce que les élections aient lieu en mars afin de sortir de cette situation provisoire qui permet toutes les manœuvres et toutes les surenchères, a fort apprécié le communiqué publié lundi par le M.f.a. affirmant que les élections à la Constituante seront assurées dans la légalité et condamnant « les initiatives de toutes sortes qui mettent en doute ou en question leur déroulement ».

Autrement dit, battu sur la loi syndicale, par l'alliance entre le P.c. et le M.f.a., le Parti socialiste espère retrouver aussitôt celui-ci à ses côtés contre les communistes pour maintenir les élections à la date prévue. Alors qu'un éclatement de la coalition gouvernementale risquerait de remettre tout en question.

Tel est le choix qu'ont à faire les dirigeants du P.s. à qui, en tout cas, les Portugais savent gré d'avoir montré dans cette affaire qu'ils restent de vigilants combattants de la liberté et de la démocratie. L'énorme foule qui se pressait la semaine dernière au meeting du P.s. au Palais des Sports de Lisbonne a témoigné à quel point elle se sentait concernée par le débat actuel.

— « Je pense qu'en Europe, dit encore Soarès, tout le monde a les yeux tournés vers notre expérience originale. Il faut savoir si l'on peut construire le socialisme dans la liberté ou non. Au temps du fascisme les communistes se battaient aussi pour les libertés publiques et la liberté syndicale. Nous prétendons qu'il est possible de construire le socialisme dans la liberté sans tomber dans une démocratie populaire que nous ne voulons pas pour le Portugal. »

changer la vie politique internationale

Koweit

COMMENT DEPENSER SES PETRODOLLARS

A Koweit existe depuis quelques jours une compagnie arabe des transports maritimes. Son capital a été fourni par les pays arabes membre du club des producteurs de pétrole. Et ses premières commandes ont été de quatre pétroliers géants à la société japonaise Mitsubishi. D'autres commandes seraient prévues, par l'intermédiaire d'une société norvégienne.

Ce qui est une façon utile de dépenser les pétrodollars. Les grandes compagnies, ainsi que MM. Onassis et Niarchos, ne sont pas du même avis.

Chine

UN JEUNE ETAT, DE TRES VIEUX HOMMES

Une page est tournée en Chine, celle de la Révolution culturelle. La réunion du Congrès national du peuple — l'Assemblée nationale — l'a proclamé sans le dire. Tirant les leçons de l'extraordinaire aventure vécue depuis bientôt dix ans sans qu'on sache encore bien qui l'avait voulue, le Parti communiste chinois a donné au pays une Constitution révisée et un gouvernement renforcé.

La Chine est désormais « un Etat socialiste de dictature du prolétariat ». On y reconnaît le droit de grève et toutes les libertés, sous réserve qu'elles créent « pour chacun un état d'esprit fait de satisfaction et d'entrain. »

A la tête de la nouvelle pyramide, un vieil homme, Chou En Lai, le premier ministre. Les spécialistes pourront consacrer de longues heures à rechercher qui, parmi les dix vice-Premiers ministres, lui succèdera un jour.

Puis, plus haut, un très vieil homme, le vainqueur de Tchang Kaï Chek et de Confucius, celui qui ne plia ni devant Washington, ni devant Moscou, Mao Tsé Toung. Si loin et si près, puisqu'il n'est plus pour les Chinois qu'une pensée, c'est-à-dire tout.

Espagne

MEURTRE D'UN OUVRIER

Il s'appelait Manuel Perez. Et il était âgé de 25 ans. Il a été tué par un garde civil franquiste, le 20 janvier, alors qu'il distribuait avec un camarade des tracts dans un faubourg de Bilbao. 10 000 personnes ont manifesté après ses obsèques.

Depuis plusieurs semaines, le Pays basque est secoué par de puissantes grèves. A Pampelune, le mouvement de solidarité avec les cent mineurs de potasse qui se sont enfermés dans une galerie du fond se poursuit malgré la répression. Les renforts de policiers dépêchés de toute l'Espagne n'ont pas pu empêcher la tenue d'assemblées générales des travailleurs dans l'usine, ni les réunions régulières des délégués ouvriers et des cadres syndicaux clandestins qui assurent la coordination des grèves. Les gardes civils doivent se contenter de patrouiller sans arrêt dans les rues de Pampelune et des villes de la région.

Le gouvernement Arias Navaro flotte complètement face à cette montée des luttes ouvrières. La seule solution qu'il a trouvée, à part la répression, a été de « conseiller » aux journalistes étrangers de cesser de parler de ces événements dans leurs dépêches et articles. Un vieux procédé.



Italie

BAISSE DES PRIX ?

Le gouvernement français a pu se réjouir du léger tassement de la hausse des prix à la fin de l'année dernière. Les consommateurs aussi. Mais ce tassement n'a pas de causes « françaises ». Il provient de la diminution des prix de gros des matières premières mondiales.

C'est ainsi qu'en Italie, où la hausse des prix était en moyenne supérieure à 2 % par mois, en décembre dernier elle n'a été que de 0,9 %. Comme en France. Mais nous venions, nous, de 1,1 %.

Paraguay

UN DICTATEUR QUI TREMBLE

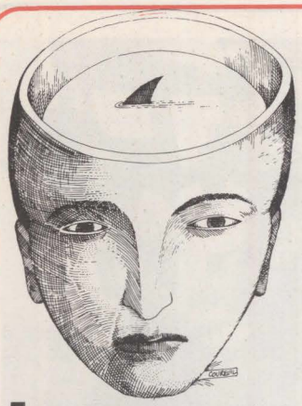
Pour la première fois depuis 1954, le général Stroessner, maître absolu du Paraguay, se sent menacé. L'armée et la police paraguayennes sont sur le pied de guerre depuis décembre, confirme l'agence A.n.p. Ces opérations de répression, qui mobilisent 5 000 soldats et les différentes polices politiques, ont été déclenchées à la suite de la découverte fortuite d'une « prison du peuple », construite par des Paraguayens poursuivant leurs études en Argentine. D'après le ministère de l'Intérieur, ce groupe préparait l'enlèvement de trois ministres et de divers soutiens de la dictature. Les découvertes ultérieures devaient inquiéter le dictateur : d'abord, les renseignements dont disposaient les conjurés supposaient la complicité de nombreux hauts fonctionnaires ; mais, surtout, un attentat contre Stroessner lui-même était en préparation. S'inspirant de l'attentat qui a coûté la vie à l'amiral espagnol Carrero Blanco, les étudiants devaient faire exploser sur son passage 78 kg de gélinite entreposés dans une voiture.

Les recherches se sont alors orientées vers les milieux proches du Parti colorado, soutien du régime. Trois militants du Mopoco (Movimiento popular colorado; qui regroupe des dissidents en exil) étaient enlevés sur le territoire brésilien et la police paraguayenne tentait, sans succès, de s'emparer d'un dirigeant réfugié en Argentine, Goiburu. Au Paraguay même, des personnalités du parti officiel se retrouvaient en prison pour leur sympathie supposée envers le Mopoco, ou leur orientation pro-argentine contraire aux idées du dictateur. La purge frappait aussi l'appareil de répression : 40 policiers et 20 officiers supérieurs étaient arrêtés en décembre. L'un d'entre eux, le lieutenant Lopez Quinonez, a été identifié parmi les dix personnes déjà mortes sous la torture. Début janvier, le nombre des arrestations s'élevait à 800 (voire 1 200 selon d'autres sources). Les mouvements de troupes et les rumeurs qui circulaient dans la capitale entretenaient un climat comparable à celui de la guerre civile de 1947.

Etats-Unis

NOUVEAU JOUET ?

Le B 52 américain, l'avion qui écrasa sous ses bombes des quartiers entiers d'Hanoï, va prendre sa retraite. Son successeur, qui sera opérationnel en 1981, est déjà en place. Il s'agit du B 1, qui coûte 76 millions de dollars l'unité — 380 millions de francs lourds. Il en faudra 241 pour l'armée de l'Air américaine qui ne renonce pas, à l'ère de la fusée, aux bombardiers classiques capables de transporter des bombes atomiques. Ce bombardier pourrait aider à la construction d'un supersonique commercial.



LES REQUINS DU SAVOIR

Formation permanente

Les requins sont installés. Parce qu'une fois de plus l'Etat a « passé la main » (voir notre récente enquête « Dictionnaire d'un racket »), ils ont envahi le secteur de la formation continue. En 1973, par exemple, les entreprises finançaient pour 3 390 millions de francs les actions de formation continue dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971 et offraient 98 millions d'heures à 1 400 000 auditeurs (on ne dit pas « élèves » dans la formation pour adultes). En revanche, l'Education nationale n'accordait que 29,5 millions de francs et 4,5 millions d'heures à 50 000 auditeurs — soit 0,9% des dépenses, et 4,5% des heures pour 3,5% des auditeurs.

Et pourtant, tout comme la République qui était si belle sous l'Empire, qu'il était donc séduisant, le texte de 1961 ! Il accordait aux travailleurs un droit nouveau, celui de prendre congé afin de suivre un stage de formation. Selon la nature de ce stage peut intervenir le maintien — total ou partiel — de la rémunération du salarié. Dans certains cas, l'employeur peut différer le congé, mais il ne peut le refuser. Dans le même temps, la loi crée aussi une obligation : celle pour les employeurs, d'en payer le prix. Leur contribution, qui s'élève à 1% de la masse salariale, peut donner lieu à diverses utilisations : l'entreprise dépense cette somme en effectuant elle-même des actions de formation ; elle finance des actions réalisées par des organismes spécialisés et dispensées à l'extérieur de l'entreprise ; elle s'en remet à une association de formation patronale (Asfo) où à un fonds d'assurance formation (Faf). Elle peut aussi subventionner des organismes agréés par l'Etat ou remettre directement au Trésor public les sommes dont elle est redevable au titre de la formation.

De tout cela, de ce que la revue « Esprit » appelait « l'ouvre-boîte de la société bloquée » de la mission qui devait être celle de l'Etat, que reste-t-il aujourd'hui ?

Le résultat le plus spectaculaire de la loi de 1971 aura été la prolifération des organismes dispensateurs de formation. Quelque 4 000 associations, centres, comités, instituts, veulent leur part des 3 390 millions de francs dépensés par les entreprises (1). L'anarchie règne sur ce marché où n'importe qui peut s'intituler formateur et ouvrir boutique. D'un organisme à l'autre, les tarifs pratiqués varient largement. Certaines formations, la gestion par exemple, connaissent une véritable pléthore de stages, d'autres « moins rentables » restent pratiquement inexistantes. Stage de créativité sur la Côte d'Azur, séminaire dans les Alpes... l'appât du gain a stimulé les imaginations.

C'est dans cette galère que l'on a voulu embarquer le secteur public de formation. L'Etat, promoteur de la loi, ne s'est guère empressé d'installer les structures correspondantes, abandonnant ainsi un terrain qu'il lui faut aujourd'hui reconquérir dans les pires conditions. « L'Education nationale doit apporter son expérience, ses moyens considérables, mais doit accepter la confrontation... la concurrence, avec au départ le risque d'être battue » (2). Fort de cette doctrine officielle, et avec un retard considérable, l'appareil éducatif a mis en place ses propres structures de formation. En juillet 1974, trois ans après la loi, il n'y avait toujours que quinze délégués académiques à la formation continue (Dafco) en place auprès des recteurs. Malgré cette lenteur, quelque deux cents groupements d'établissements (Greta) se sont constitués, et trois cents animateurs de formation tentent d'adapter la « machine » Education nationale à ses nouvelles tâches. Les établissements d'enseignement supérieur se sont eux aussi lancés dans la course. Les plus dynamiques avaient d'ailleurs pris le départ très rapidement, certains n'ayant pas attendu la loi de 1971 pour s'intéresser à la formation permanente.

Malgré ses efforts, le secteur public aura du mal à s'imposer, le système de concurrence étant faussé dès le départ. Les modes de rémunération, et les règles de la comptabilité publique (budget fonctionnant par annuités) constituent déjà un handicap. Les établissements publics ne peuvent signer de conventions triennales avec les entreprises comme le font les organismes de formation, qui accaparent ainsi le marché de façon durable.

Mais surtout les employeurs tenus de participer au financement de la formation conservent une grande latitude dans l'emploi de ces sommes. A leurs yeux, la formation dans l'entreprise elle-même, et par les cadres de celle-ci, présente le maximum de garanties. Et, s'il faut faire appel à l'extérieur, le chef d'entreprise s'adressera aux organismes qu'il connait déjà, les associations mises en place par le patronat, ou à défaut les formateurs privés qui partagent son objectif, le profit. L'appartenance à une même « famille », les liens entre les entreprises et les unions patronales n'expliquent pas tout.

Ces organismes sont aussi les plus sûrs pour des employeurs qui voient volontiers dans les enseignants de dangereux gauchistes. Et les formations offertes correspondent mieux aux besoins tels qu'ils sont ressentis par les chefs d'entreprise, plus sensibles au perfectionnement professionnel qu'à l'éducation permanente.

En 1973, la formation interne aux entreprises a représenté 26% de l'effort total de formation. Pour le reste, les Asfo, associations patronales, ont souvent constitué un écran entre les entreprises et le secteur public. Ainsi, profitant de leurs liens privilégiés avec les chefs d'entreprise, elles interdisent aux universités de prendre des contacts directs et les cantonnent dans un rôle de sous-traitance.

Que reste-t-il aujourd'hui de la formation permanente, « ouvre-boîte de la société bloquée », et de la mission qui devait être celle de l'Etat ?

En effet, malgré sa tendance à favoriser le privé, le patronat ne pouvait se passer totalement du potentiel des établissements publics (locaux, professeurs...). Ces établissements voient leur rôle dénaturé : les intermédiaires que sont devenus les associations patronales jouent sur la concurrence pour imposer un contrôle des contenus et de la pédagogie des programmes. Le secteur public tend ainsi à adopter le comportement des organismes privés, à commencer par une soumission totale aux desiderata du consommateur.

Faute de moyens suffisants de la part de l'Etat, les établissements publics rejoindront aussi les organismes privés dans leur politique de ségrégation : les formations de cadres passent avant celles des autres catégories de salariés (3), mais ceux-ci sont encore des privilégiés par rapport aux exclus de la formation.

Le mouvement risquait de prendre une telle ampleur que les pouvoirs publics ont dû installer des actions pour les jeunes sans qualification, les femmes, les migrants. Pour ces publics prioritaires, les besoins sont loin d'être satisfaits ; on reste encore au stade des actions pilotes, intéressantes mais très réduites (4). Dans un contexte de crise, elles sont les premières menacées de disparition. La majorité des organismes privés ne s'aventurent pas sur un tel terrain, pas plus qu'ils n'ont essayé de mordre sur des institutions comme l'A.f.p.a., sérieusement implantée dans des types de formation qui rapporteraient peu au secteur privé.

Protections insuffisantes

Certaines dispositions de la loi allaient à l'encontre d'une telle évolution, mais elles se sont révélées insuffisantes. Certes le caractère paritaire des fonds d'assurance formation (Faf), où se retrouvent employeurs et syndicats, permet davantage l'expression des besoins de formation des salariés. Lorsqu'elles sont agréées par l'Etat ces associations nationales ou régionales peuvent recevoir la participation des employeurs à la formation continue, mettre en place des stages ou rémunérer les stagiaires. Mais, rien n'oblige le chef d'entreprise à passer par un organisme de ce type.

Pas plus qu'il n'est tenu de suivre l'avis du comité d'entreprise ! D'après une étude régionale du Secrétariat général à la formation professionnelle, dans 17% des entreprises de plus de 50 salariés, la

→



LES REQUINS DU SAVOIR

formation n'a pas donné lieu à une délibération du comité d'entreprise, celui-ci n'existant pas. Même lorsqu'il existe, certains (11%) préfèrent ne pas le consulter, quitte à payer une taxe majorée. D'une façon générale, les institutions dont l'intervention était prévue par la loi fonctionnent mal : les comités d'entreprise, les comités de formation et les commissions paritaires de l'emploi jouent un rôle très réduit ; les instances régionales suivent le mouvement plus qu'elles n'élaborent une politique ; au niveau national, la concertation n'intervient que pour les décisions de peu d'importance.

Dans de telles conditions, les syndicats n'ont guère poussé leurs militants à s'intéresser au thème de la formation. Les crédits d'heures des représentants syndicaux ne leur permettent pas d'assurer leurs fonctions habituelles et de participer en même temps à des réunions extérieures à l'entreprise (siéger dans un conseil d'université, par exemple).

Une brèche dans le service public

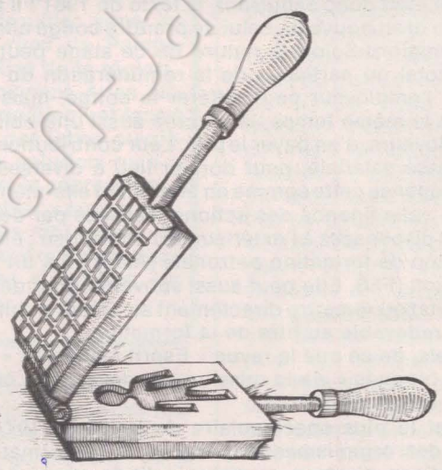
Conservant ainsi les coudées franches, les employeurs supportent d'autant mieux leur participation financière que celle-ci n'augmente guère. La progression des effectifs en stage (5) ne doit pas faire oublier que le taux de la participation reste fixé à 1% (0,8% en 1971), assez loin des 2% prévus pour 1976.

Il faut encore constater que les salariés demandent rarement un congé formation : manque d'information, méfiance vis-à-vis de l'école, peur de mécontenter le chef d'entreprise... Les raisons sont multiples, mais les employeurs manifestent peu d'empressement dans ce domaine. Loin de favoriser les demandes de congé, ils prennent parfois prétexte de formations organisées à leur initiative pour reporter des congés formation. Dans une entreprise de 1 200 salariés dont 200 cadres, il suffit à l'employeur d'envoyer 12 cadres et 40 autres salariés à des stages de son choix pour pouvoir repousser les autres demandes.

Des deux aspects de la loi, un seul prend de l'ampleur, celui qui se prête à une récupération de la part du secteur privé. Sans contribuer à une moralisation de la profession, la politique de concurrence ouvre une brèche dans le service public. Seul un contrôle plus strict pourrait à la fois permettre cette moralisation et éviter une « rentabilisation » du service public qui constitue un début de privatisation de l'enseignement par le biais de la formation continue. Les vérifications comptables actuelles portent sur la réalité des actions justifiant les dépenses, absolument pas sur leur valeur pédagogique et économique. La délivrance d'un agrément des pouvoirs publics — qui pourrait donner lieu à des contrôles pédagogiques et confèrerait aux seuls organismes agréés le droit de percevoir les sommes destinées à la formation — s'avère de plus en plus nécessaire.

Un contrôle accru des comités d'entreprise et de plus grandes facilités pour les représentants des travailleurs contribueraient aussi à développer chez les salariés l'envie de profiter d'un droit reconnu par la loi.

A l'Etat de donner l'exemple ! D'abord en précisant pour ses propres salariés les conditions du droit à la formation. Ensuite en utilisant



au développement de celle-ci le montant des taxes (185 millions en 1973) que le Trésor perçoit des entreprises qui ne remplissent pas leur obligation en matière de formation.

PAUL LEDUC

(1) Premiers chiffres 1973 (environ 130 000 entreprises assujetties).
(2) Paul Dijoud, alors secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre pour la formation continue.
(3) Une enquête Insee dans la région Bourgogne montre que les cadres représentent 22 % des stagiaires alors que cette catégorie ne regroupe que 4,4 % des salariés de la région.
(4) En 1973, 78 % des 1,4 million de salariés en stage étaient des hommes. Les projets du ministre de l'Education en matière de préformation ne portent que sur 2 200 femmes et 2 500 jeunes.
(5) Les actions financées par les entreprises auraient concerné 1 400 000 salariés en 1973, contre 1 040 000 en 1972.

Opération camouflage

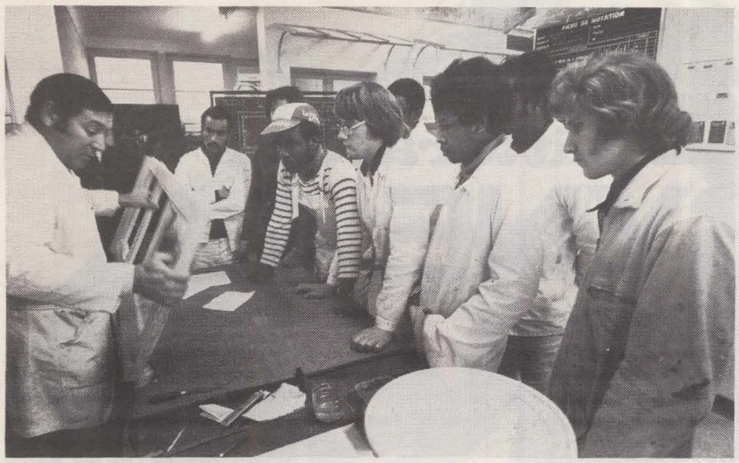
La fatalité, ces temps-ci, a décidément bon dos. C'est sa faute si la France a aujourd'hui trop de chômeurs. Trop de jeunes chômeurs en particulier. Alors, le gouvernement a décidé d'agir et de limiter le nombre de ces derniers. En leur donnant du travail ? Non pas : en changeant l'étiquette. Désormais les jeunes chômeurs vont s'appeler « jeunes en cours de formation professionnelle ».

Avant que les statistiques de l'emploi ne deviennent catastrophiques, les services du Premier ministre avaient cherché une recette miraculeuse parmi les projets des diverses administrations. Les ministères du Travail, de l'Agriculture, de l'Education, le secrétariat d'Etat aux Universités, l'A.n.p.e. ont préparé fiévreusement des textes techniques destinés à accompagner une circulaire de Jacques Chirac aux préfets. Le ministère de l'Education, qui est le mieux placé pour accueillir ces jeunes, a ressorti des actions-pilotes qui avaient jusque-là toutes les peines du monde à obtenir des crédits. Par manque d'argent, mais aussi pour garantir leur qualité et la maîtrise de l'ensemble, l'effectif concerné par ces actions ne devait pas dépasser 2 000 jeunes sans qualification professionnelle en 1975. Pour tenter de frapper l'opinion, le Pouvoir en a décidé autrement : c'est 15 000 jeunes qu'il faudra accueillir dans le délai d'un mois.

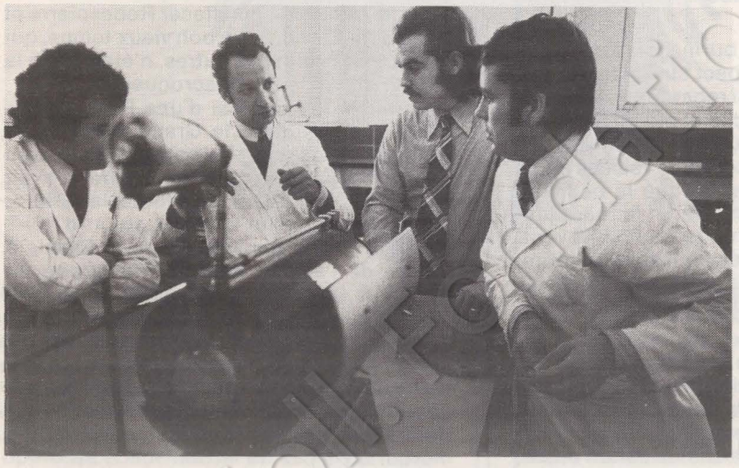
Un mois pour remplacer les 2 000-2 500 places par 15 000 ! Pour que les agences de l'emploi regroupent ces 16-20 ans et définissent les besoins ! Pour que les groupements d'établissements mettent en place les moyens correspondants !

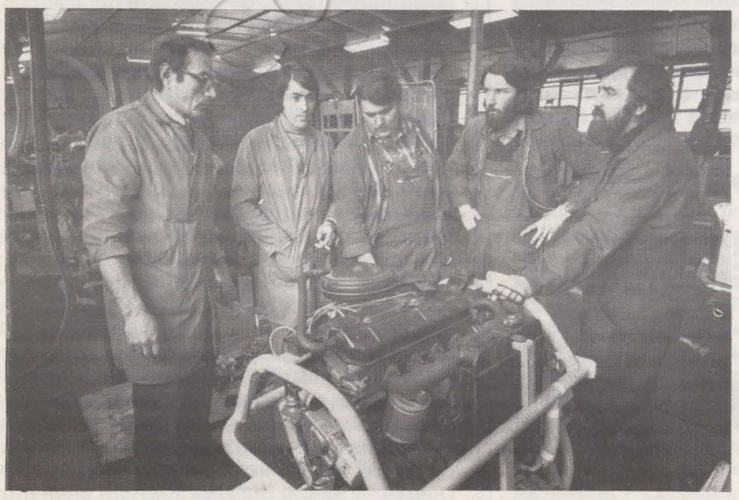
Habitué qu'il est aux vraies dimensions du chômage (voir le précédent numéro de « l'Unité »), **le personnel des agences pour l'emploi ne se fait pas d'illusions : « Il faudra les trouver les 15 000 jeunes sans travail ! Par regroupements, on sait qu'il y en a beaucoup plus que cela, mais c'est un public qui nous échappe, qui omet souvent de venir nous voir. » Les syndicalistes enseignants ne sont pas plus tendres : « Une action bâclée ! Une formation de cette envergure demanderait 300 à 500 animateurs à plein temps. On se contentera de « bricoler » avec les heures supplémentaires des professeurs. »**

Le manque de préparation laisse très mal augurer de la formation qui sera prodiguée : personne n'a oublié la caricature de formation offerte aux maîtres-auxiliaires. Une fois de plus, la formation continue est considérée comme un camouflage à d'autres carences, comme un alibi.









F.p.a...
« Pour bûcher, on bûche... »

Les cloches de l'église Saint-Jean-Baptiste, dans le XVe arrondissement de Paris, n'ont pas encore sonné 7 h 30. Non loin de là, place du Commerce, des retardataires hâtent le pas vers l'immeuble de briques, au n° 6. A côté de la grille d'entrée qui ouvre sur un perron, une plaque de cuivre brille : « Ministère du Travail. Centre de sténodactylographie. Comptabilité. »

Le froid pique, ce matin-là. Mais ce n'est pas lui qui pousse les stagiaires de ce centre de Formation professionnelle des adultes (F.p.a.) à se dépêcher. Pas question pour eux d'arriver en retard, sous peine de voir amputer d'autant les 1 000 ou 1 100 F mensuels qu'ils perçoivent comme demandeurs d'emploi en stage de « conversion ». « Pour les couples, constate une veuve, cela fait un salaire d'appoint. Mais pour les célibataires, c'est une autre histoire... Fatiguée ou non, grippée ou non, je ne peux pas me permettre de rater une heure ». Privilégiés, les stagiaires envoyés par leur entreprise dans le cadre de la formation permanente n'ont pas ce souci financier. Et pourtant, ils se dépêchent eux aussi.

Car tous, hommes et femmes, de 18 à plus de 50 ans, en ont conscience : c'est une chance formidable de pouvoir suivre un stage. « Depuis 1971, j'attendais mon admission dans cette section d'aide-comptable », raconte un jeune homme d'une trentaine d'années. Une exception ? Un retard administratif malencontreux ? Pas du tout. Les quinze stagiaires de son cours ont tous connu un aussi long délai d'attente, et parfois davantage — à l'exception des quatre jeunes gens effectuant leur service militaire et considérés, de ce fait, comme « prioritaires ». Une circulaire officielle émanant de la direction régionale du Travail et de la main-d'œuvre de la région parisienne, concernant les prévisions d'ouvertures des stages F.p.a. à la date du 15 octobre dernier, n'en fait aucun mystère : « Stages pourvus, pratiquement accessibles aux seuls prioritaires, et avec un délai d'admission de plus de deux ans », peut-on lire comme observation pour la spécialité « aide-comptable ». Si toutes les sections ne sont pas aussi embouteillées, la mention « stages pourvus » sans autres précisions, ou « délai d'admission : deux ans et plus » ne sont pas rares. Les chiffres sont accablants. Pour 1973, plus de 160 000 demandes de stages sont parvenues au centre psychotechnique de l'A.f.p.a. qui n'a pu former, cette année-là, plus de 47 528 stagiaires, soit à peine le tiers des demandes.

Conséquence directe de cet état de choses : « Le niveau des cours est très élevé », constate Mme T., apprentie aide-comptable de 52 ans. Et pour cause. Alors que seul, le niveau B.e.p.c. est exigé officiellement pour permettre l'accès aux stages d'un éventail de travailleurs le plus large possible, les 15 stagiaires de cette section du centre Commerce ont leur baccalauréat et souvent bien plus. Mme T., elle-même, est licenciée ès lettres, a réussi une maîtrise de philosophie et a presque terminé deux doctorats. « Finalement, constate-t-elle, les militaires ou les jeunes envoyés par leur entreprise sont les moins diplômés. En sélectionnant sur toute la France, vous imaginez s'ils nous trient sur le volet ! »

Examen de fin de stage d'un haut niveau : l'A.f.p.a. fait tout pour accréditer sa réputation auprès des employeurs, et, dans une certaine mesure, elle y arrive. Mais pour Mme T. et pour tous les stagiaires de sa section, cet examen constitue une véritable épreuve. « Nous nous sommes tous inscrits pour passer notre C.a.p. après, explique un jeune homme. Là, au moins, nous sommes presque sûrs de réussir et de ne pas avoir bûché durant sept mois pour rien. »

Car pour bûcher, ils bûchent : 8 heures de cours par jour pour leur section à temps plein, avec de la comptabilité, du droit (législation commerciale, fiscalité), du français, de la correspondance commerciale, de la sténo et des mathématiques. A tout cela, il faut encore ajouter l'apprentissage sur les diverses machines à calculer. « C'est déjà une ébauche des techniques informatiques, assure un stagiaire. Même moi qui ai passé un bac maths élém. il faut que je m'accroche. »

Malgré les difficultés, il semble tous se considérer comme des privilégiés en sursis. C'est vers la mi-février, une fois l'examen passé, que tout va commencer. L'A.f.p.a. va-t-elle se charger de leur trouver une place ? C'est la première question qu'ils ont posée, répondent-ils tous en chœur. Et la réponse ne les a guère rassurés : « Oui, si nous recevons des offres, a répondu la direction. Mais, pour le moment, aucune entreprise ne nous en a fait. » Questionnés, les professeurs ont bien été obligés d'avouer que les places se faisaient de plus en plus rares. Sur la promotion de l'année passée, les stagiaires ont presque tous trouvé du travail. Mais, à y regarder de plus près, force a été de constater que leurs prédécesseurs avaient tous dû passer par les petites annonces, et que certains d'entre eux devaient encore à l'heure actuelle se contenter de travaux intérimaires.

Un état de choses que l'on s'est bien gardé de signaler aux futurs stagiaires. « Je n'avais aucune attirance particulière pour la comptabilité, assure Mme T. Mais on m'a dit qu'avec le secrétariat et la sténodactylo, c'était les seuls débouchés féminins valables. »

En fait, les sections existent. Il faut bien les rentabiliser. L'A.f.p.a. continue ainsi de former des opératrices en confection, ou des carreleurs, en sachant pertinemment qu'il n'existe plus de débouchés pour eux. Cet exemple est plus qu'une anecdote. Il résume parfaitement la situation et les moyens de l'A.f.p.a. aujourd'hui.

CHRISTINE COTTIN

L'ARCHIPEL SOLJENITSYNE

Littérature

Nous ne nous sommes associés ni à la louange ni à l'insulte qui n'ont cessé d'accompagner Alexandre Soljenitsyne depuis quelques années. Ce n'était pas par indifférence ou par embarras, mais par un sentiment de méfiance, sinon de répulsion, à l'égard de tout ce qu'on ressentait de truqué, sinon de frelaté, autour de cette affaire. Des chœurs ennemis s'invectivaient par-dessus nos têtes, et que pouvions-nous y faire ?

Aujourd'hui, ni la vie ni la liberté de Soljenitsyne en tant qu'homme ne sont plus menacées. Quant à sa liberté d'écrivain, elle dépend d'abord de lui et de sa capacité de résistance au monde qui l'entoure, qu'il apprend à connaître et qu'il découvrira peut-être un jour comme parfois aussi dangereux que celui d'où il vient. Soljenitsyne n'avait pas choisi de quitter l'U.r.s.s. et a choisi de ne pas quitter la Russie. Ce qu'on appelle l'Occident — qui commence à Moscou pour les gens de Vladivostok — l'a intégré dans ses calculs : il tentera de l'enfermer aussi dans ses habitudes.

Le personnage inquiète physiquement. Ah, dit-on dans ce qui a succédé au Faubourg Saint-Germain, qu'il est Russe ! Ce grand duc-là ne conduit pas de taxi. D'ailleurs, il n'a pas connu les grands ducs parce qu'il était trop petit et que les livres d'images sur la Cour du tsar ne devaient pas être nombreux dans les librairies du marxisme léninisé. Alors, il fait trop grand duc, comme au théâtre. Il a l'air d'emprunter une défroque pour film à grand spectacle. On le voit bien tenant une lance au bord de la Berezina en surveillant d'un œil mort les restes de la Grande Armée. Même bien lavé et bien rasé, il offre le côté douteux du moujik des légendes. Ce visage fermé et furtif, prolongé par une barbe inachevée, supporterait aussi bien la mitre du pape que le bonnet fourré du paysan. A force d'être trop Russe, comme l'imagine un producteur penché avec une attention intéressée sur « Guerre et Paix », il devient invraisemblable.

Et pourtant, cet homme-là a fait la guerre, courageusement, dans les rangs de l'armée soviétique. Il a survécu à une tuerie sans égale. Son âme a dû être déchirée par les communiqués graves qui annonçaient que

L'usure ? le vieillissement ? Ou, pire encore, l'image qu'on embaume une bonne fois pour toutes...

les villes de la Sainte Russie tombaient dans les mains des descendants des Chevaliers teutoniques. Il a dû frémir de joie à l'annonce de la victoire de Stalingrad, une ville qui s'appelait jadis Tsaritsyn. Sa voix s'est mêlée à celles qui, dans tous les bivouacs de l'immense Armée rouge, ont changé le drapeau hissé sur le Reichstag. Puis il y eut les camps, sans raison apparente. L'autre visage de l'U.r.s.s. Un visage qui disait que tout n'avait pas été libéré avec la libération d'Auschwitz. Le visage de la Maison des morts, de la lointaine Sibérie et de l'autocratie.

Dans ces sillons qui burinent la face et lui donnent parfois un aspect simiesque, celui de ces singes tristes qui regardent passer les promeneurs du dimanche et qui ne bougent pas, peut-être parce qu'ils n'aiment pas les cacahuètes, il y a tout cela. Les veillées dans les tranchées lorsque s'insinue la peur de l'offensive. Les veillées dans la baraque d'Ivan Denissovitch, lorsque soufflait le vent venu du Pôle. Des veillées qui sont toujours celles des morts et de la mort, pour les visages qui vous entourent et pour celui qu'on ne voit pas, le sien.

C'est admirable, n'est-ce pas, qu'on puisse parler de Soljenitsyne et ne pas penser à ça. A cette pauvre petite chose fripée qu'est un bonhomme lorsqu'il sait enfin qu'il n'est plus rien, que de la chair à canon ou de la chair à gardien. Les pourfendeurs de la vie collective, les glorificateurs de l'homme, les défenseurs de l'individu et de sa « personne » devraient y réfléchir. Soljenitsyne est d'abord le produit d'une guerre et d'un camp de concentration. Il a connu à la fois Verdun et Buchenwald, ce qui est beaucoup pour un seul homme, surtout lorsqu'il en est revenu vivant.

Il reste alors un héros fatigué, même lorsqu'il n'est plus anonyme. Et les héros fatigués finissent toujours par se réfugier dans le passé. Non pas le leur, qu'ils rejettent parce qu'il est la cause de leur fatigue. Mais celui qu'ils n'ont pas connu et auquel pourtant ils peuvent faire référence, parce qu'il a existé. Rien de plus épuisant que d'imaginer l'avenir. Rien de plus reposant que de recréer à sa façon le passé.

Soljenitsyne est réactionnaire à cause de cela. Ne discutons pas de l'usage qu'on fait de ses réactions réactionnaires. Il s'agit de lui, et non des compagnons de route qu'il n'a peut être pas choisis. Le combat qu'il a mené et qu'il mène encore et qu'il mènera sans doute jusqu'à la fin de ses jours ne bâtit pas une U.r.s.s. nouvelle, mais une Russie qui aurait pu être améliorée. Rien de plus significatif à ce sujet qu'« Août Quatorze », qui n'est que le récit de la guerre que la Russie a ratée et qui aurait pu, si... Et il n'y aurait pas eu 17, pas eu Lénine, pas eu Staline. Mais justement, il y a eu. Comme si Louis XVIII avait pu effacer Robespierre et Napoléon. Comme si le bon vieux temps, qui est toujours celui des autres, n'était pas à la fois un acquis et une escroquerie.

Kerenski rêvait aussi d'une Russie occidentalisée. Et Pierre le Grand avant lui. A l'époque, l'Occident, qui se confondait avec une demi-douzaine d'Etats européens, avait tout pour lui : la science, la force, la culture, la jeunesse. Que lui reste-t-il aujourd'hui ? Pierre le Grand pouvait mettre la Russie à l'heure de l'avenir. Kerenski ne le pouvait déjà plus. Alors, Soljenitsyne ? C'est une plaisanterie aussi sinistre et aussi stupide que celle qui détruisit le héros de Kundera.

Mais à quoi se raccrocher ? Pour celui qui réfléchit, qui ne se contente pas de vivre quotidiennement, d'attendre le matin que vienne le soir et dès la naissance le jour de la mort, il n'y a pas de terrain solide en Union soviétique chez les gens de la génération de Soljenitsyne. Un des personnages du « Pavillon des cancéreux » exprime ce choc, lorsque deux ans après la mort de Staline, avant même le célèbre discours de Khrouchtchev, déjà se ressentait dans la froideur des articles de presse sur le disparu l'annonce des grands changements : « Ce n'était même pas le danger, non, pas le danger que cela faisait planer sur les survivants, mais l'ingratitude. L'ingratitude, voilà surtout ce qui blessait maintenant Roussanov, comme si c'était ses propres mérites, sa propre conduite irréprochable, que l'on bafouait et réduisait en poussière. Si la gloire qui retentit dans les siècles tournait court au bout de deux ans ; s'il suffisait de vingt-quatre mois pour mettre au rancart le Plus Aimé, le Plus Sage, celui auquel se soumettaient vos chefs immédiats et les chefs de ces chefs, alors qu'est-ce qui pouvait bien demeurer ? ». Dieu et la Sainte Russie ?

Reste alors le combattant et l'écrivain. Un

ODEON
THEATRE NATIONAL
une nouvelle pièce de
Jean-Claude Grumberg
mise en scène J.P. VINCENT
en r'venant d'l'Expo
5-7-13-19-25 F. Location 325.70.32 et Agences
DERNIERES



rude combat, même si, maintenant, il est celui d'un exil doré et si, en U.r.s.s., il n'entraînait plus les risques de la période stalinienne. La sympathie va naturellement vers celui qui dénonce le crime et l'oppression, et encore plus lorsqu'il en a été le témoin et la victime. Soljenitsyne n'a vécu que le crime et l'oppression soviétique et ils furent suffisamment grands pour occuper toute la vie d'un homme. Lui reprocher aujourd'hui d'être muet sur le Chili, le Vietnam, le Brésil ou l'Espagne, c'est sans doute négliger ce mélange d'usure et d'obsession qui s'empare parfois si totalement d'un cerveau que, sorti de son sujet, plus rien ne l'intéresse vraiment. Les limites de Soljenitsyne sont réelles. Son combat n'est pas celui de l'humanité tout entière. Ou, s'il veut l'être — et pourquoi lui faire l'injure de croire le contraire ? — il ne peut l'être parce qu'il passe obligatoirement par une gorge étroite, horrible et si resserrée que ni la vue, ni l'ouïe ne peuvent voir ou entendre l'au-delà des monts. « L'archipel du Goulag », qui vient de remporter un succès de librairie prouvant au moins la diversité des goûts du lecteur qui fit un succès identique à « Papillon », est un témoignage pour l'historien de l'avenir. Cependant, dix pages de Medvedev l'éclaireront mille fois plus sur la réalité et la signification du stalinisme et du néostalinisme.

Certes, Soljenitsyne n'est pas un politique et n'a pas l'esprit politique. Ce n'est d'ailleurs pas tellement cela qu'on attend d'un écrivain. L'inquiétant tient au fait que Soljenitsyne pratique alors, volontairement ou non, la confusion des genres. Il ne se contente plus d'écrire, il « pense ». Il n'est plus le témoin à l'état brut d'un drame individuel dans un drame collectif, mais le porteur d'une vérité révélée au nom d'une mission que la gloire apportée par les autres lui assigne. Est-ce la meilleure façon de toucher ceux auxquels on s'adresse avec l'espoir de les convaincre ? Ce n'est pas sûr. Il suffit de lire « l'Archipel », puis « Une journée d'Ivan Denissovitch », pour comprendre le fossé que Soljenitsyne est en train de créer entre ce qu'il aurait pu être et ce qu'il devient.

Encore une fois, les mêmes questions : l'usure ? le vieillissement ? Ou, pis encore, l'image qu'on embaume une bonne fois pour toutes, qui se type elle-même avec tant de force et tant de bonne volonté qu'elle devient aussi morne qu'une saint-sulpicerie (ancienne ou moderne) et, pour avoir trop voulu atteindre les raisons, ne touche plus les cœurs ?

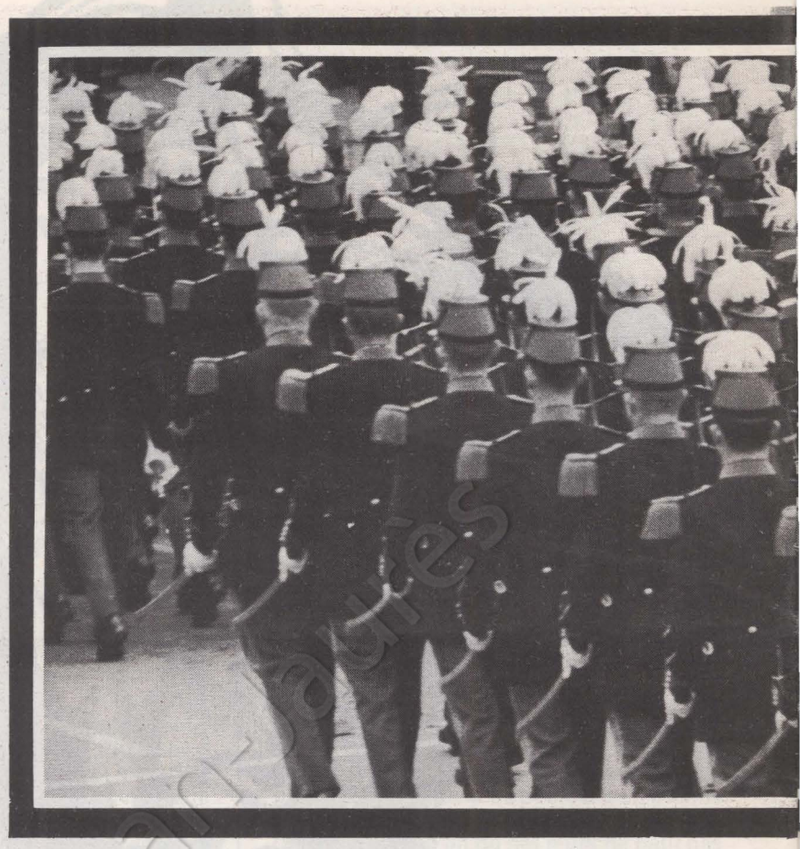
Et une dernière question, qui concerne l'écrivain. Soljenitsyne a-t-il le souffle de ses ambitions ? Laissons de côté le succès, le prix Nobel, les chiffres de vente. Soljenitsyne y est alors le produit d'un système en combat avec un autre. Souhaitons seulement qu'il le sache, n'en soit pas dupe et que son relatif silence actuel exprime à la fois beaucoup de réserve et un peu de dégoût pour le rôle qu'on voudrait lui faire jouer. Débarrassé des ors d'une réputation qui doit plus à son opposition au communisme russe qu'à son talent d'écrivain, la question du génie littéraire de Soljenitsyne ne peut pas ne pas être posée, au niveau où se place lui-même l'homme. Bien entendu, la réponse ne peut être que subjective. Puis-je dire alors qu'« Août Quatorze » est ennuyeux, « Le pavillon des cancéreux » plein de longueurs et « L'archipel du Goulag » parfois superficiel ? Puis-je dire que les succès les plus éblouissants de l'écrivain me paraissent être ses œuvres plus courtes, « Ivan Denissovitch », « La maison de Matriona » et cette admirable « Lettre à l'Union des écrivains soviétiques » ? Puis-je dire que Soljenitsyne n'a ni le souffle d'Hugo, ni l'ampleur de Tolstoï, ni la richesse d'Aragon, ni même la tenue à un niveau égal de Cholokhov ? Puis-je le dire sans être accusé de crime de lèse-majesté ?

De ce point de vue, « Août Quatorze » est d'autant plus désolant qu'il apparaît souvent comme une copie de « Guerre et Paix », dans les personnages comme dans la façon de traiter le sujet. Malheureusement, manque toujours au copiste la flamme du temps dans lequel vivait celui qu'il imite ou qui l'inspire. Là encore, la Sainte Russie est bien morte. Là encore, l'émouvant personnage qui aurait pu être Soljenitsyne se brûle les ailes aux cierges d'un temple abandonné. Là encore, l'habit étouffe l'homme nu.

GEORGES FRAMERIES







Il y a toujours un général pour livrer les combats d'arrière-garde. Après les coups de colère du contingent à Draguignan et à Karlsruhe (voir nos précédents numéros), Jacques Massu — comme il le faisait jadis outre-Méditerranée s'agissant des Algériens — se cramponne à sa thèse des « meneurs ». Il est bien le seul désormais. Son ministre lui-même est passé aux aveux en reconnaissant enfin l'existence de « problèmes nombreux et importants, à la fois au niveau des militaires de carrière et des appelés ».

Car le Pouvoir hésite : par exemple, il avait opté pour la tactique du du coup d'arrêt spectaculaire en choisissant la procédure du tribunal militaire pour les inculpés de Draguignan au lieu de la simple sanction disciplinaire ; mais le procès de Marseille s'est retourné en boomerang contre lui. Alors, comment éviter que se renouvelle cette fausse manoeuvre et échapper au nouveau procès public auquel il sera contraint après Karlsruhe ? Enfin et surtout, le gouvernement et l'Elysée savent désormais que la contestation s'est étendue hors des rangs des appelés ; et, pour eux, le malaise qui se développe actuellement parmi les officiers constitue un problème infiniment grave — même le général Bigeard en convient aujourd'hui.

Un peu vite, le Pouvoir avait pensé que tout cela se ramenait à des problèmes d'avancement et de solde, tant est ancienne son habitude de raisonner d'abord en termes de fric — à Alger, en 1961, un haut fonctionnaire gualliste disait avec quelque mépris : « L'armée ? C'est une minorité d'officiers O.a.s., une plus petite minorité encore d'officiers Sas (action sociale) sympathisants du F.l.n., et une écrasante majorité d'officiers C.c.p. ! »

En catastrophe, après le rapport alarmiste du général Alain de Boissieu, on s'est donc hâté de « faire quelque chose », par le biais d'un transfert budgétaire. Si importantes que soient les revendications matérielles des cadres militaires — ce qu'il serait absurde de nier — le malaise va pourtant bien au-delà. De la série d'entretiens que nous venons d'avoir avec des officiers et sous-officiers et dont on lira ci-dessous deux plus particulièrement significatifs — le témoignage d'un capitaine d'active et celui d'un sous-lieutenant du contingent — bien évidemment présentés de façon anonyme ou pseudonymique, une conclusion se dégage clairement : quelque chose, que Draguignan et Karlsruhe ont accéléré, est en train de bouger dans l'encadrement de l'armée française.

Entendons-nous : le réflexe « Gare ! C'est Nanterre en mars 1968 » est majoritaire et conforte un peu plus une partie des officiers et sous-officiers dans leur conservatisme crispé. Mais la jeune génération tout au moins s'est posé de plus en plus fréquemment, ces derniers mois — en essayant parfois d'y répondre concrètement — des questions essentielles.

Ainsi sur les rapports avec « l'environnement » civil : certains nous ont dit se sentir dans un ghetto, d'autres ne pas plus apprécier qu'un policier d'être regardés dans la rue au mieux avec une indifférence apitoyée, au pire avec hostilité. Ainsi encore sur les rapports avec la troupe, souvent inexistants, même si tel raconte comment il a publiquement refusé de déléguer ses hommes à diverses corvées stupides, ou d'autres de collaborer aux « fichages » par la Sécurité militaire. Ainsi sur la critique de cette institution nommée Armée : depuis la Deuxième Guerre, hormis les fameuses révoltes d'appelés qui remontent à presque 15 ans (la résistance du contingent au putsch d'avril 1961 ; l'appel des 121 et l'insoumission) sinon 20 ans (les rappelés), rien ne s'est passé de ce point de vue dans cette « société bloquée », la seule finalement que n'ait pas même fêlée Mai 68. Comment s'étonner alors d'entendre aujourd.hui un officier s'exclamer : « Il faut complètement revoir le système de la hiérarchie » ? Un autre se demander : « Pourquoi des casernes pour former nos hommes ? Est-ce vraiment la bonne formule ? » Un autre suggérer une osmose poussée avec l'Université. Un autre encore affirmer : « Je crois souhaitable que nous puissions nous syndiquer, au même titre et sous les mêmes réserves que les policiers. Et que les appelés aient ce même droit. » La contestation s'est même glissée jusque dans les bulletins d'écoles militaires ou d'amicales régimentaires.

Droit de critique de l'institution, droit d'opinion, droit d'expression, droit d'association... N'est-ce pas déjà une dimension nouvelle qu'il faut bien qualifier de politique ? Introduite seulement par une minorité des cadres militaires, certes. Mais le vote en faveur de François Mitterrand, au 2e tour de mai dernier, d'environ la moitié des 40 000 officiers et 200 000 sous-officiers français est significatif : une fois faite la part des votes de mécontentement, il reste très largement de quoi témoigner qu'une prise de conscience s'est accomplie. A commencer par la plus élémentaire : que l'armée a toujours, traditionnellement, été revendiquée par la droite ; mais que, toujours, la droite l'a flouée.

Le phénomène peut s'accélérer grâce au dynamisme de ces cadres évoqués plus haut et qui présentent au moins une triple caractéristique : ils sont sous-officiers, lieutenants ou capitaines, donc au contact direct de la troupe ; ils ont moins de 35 ans ; ils n'ont pas connu l'Indochine ni l'Algérie.

De là à évoquer un nouveau M.f.a. (le Mouvement des forces armées portugais), eux-mêmes s'y refusent. Si leur visage n'est pas celui des militaires avec qui nous discutions l'été dernier à Lisbonne, on retrouve parfois certains traits. Ils se sont posés des questions, ont évoqué le Chili, le Portugal ou la Grèce dans leur mess. Ils ont été séduits par la conception qu'a la gauche de l'armée dans la nation. Et, grâce à eux, dans la bataille électorale de mai dernier, il est passé dans les unités autre chose qu'une information à sens unique.

Il n'est pas abusif de dire qu'en l'occurence le travail en profondeur des socialistes a largement payé. Qu'une série de leurs publications récentes soit consacrée aux questions militaires — un numéro spécial de « La nouvelle revue socialiste », une cassette de Maurice Séveno pour Uniteledis, l'ouvrage de Daniel Mitrani (voir notre encadré) sur le service militaire, le livre « Citoyen-soldat » que Charles Hernu fera paraître vendredi prochain — cela a vivement intéressé, tout comme le témoignage rapporté par les officiers qui avaient participé au « carrefour » Défense lors des Assises du socialisme. Un pas supplémentaire sera sans doute franchi en mars, avec la réunion à Colombes de la Convention des officiers de réserve pour l'armée nouvelle (Coran) et de son homologue pour les sous-officiers, la Csoran : sous son emblème — une rose au poing sur blason interarmes — débattront politiques et militaires, Mitterrand, Hernu, Louis Darinot, Robert Pontillon, Jean-Pierre Chevènement, Jean Barataud, le commandant Marceau, le général Becam, etc.

De même que rien de ce qu'avait pensé et dit le P.s. ces derniers temps n'avait été ignoré par les « nouveaux officiers », rien de ce pensent et disent ces derniers ne saurait être négligé par les socialistes. Surtout aujourd'hui que leurs réactions à l'après-Draguignan confirment leur vote de mai 1974 : l'armée a cessé d'être un monolithe arrimé à droite et, d'une certaine façon, commence à ressembler à la nation elle-même.

SERGE RICHARD



DES OFFICIERS PARLENT

Désormais la contestation s'est étendue hors des rangs des appelés et se développe rapidement parmi les officiers. L'armée a cessé d'être un monolithe arrimé à droite et d'une certaine façon commence à ressembler à la nation elle-même.

Capitaine B.

Draguignan, ce n'était pas une plaisanterie ; mais c'était très rassurant. Rassurant dans ce que les soldats de Draguignan demandaient et aussi parce qu'ils n'ont jamais fait là de déclarations antimilitaristes. On peut même dire qu'ils ont tenu des propos presque militaristes, ne niant jamais la nécessité du service militaire. Karlsruhe, c'était différent. Et j'estime que les gens qui ont déclenché la manifestation étaient un peu irresponsables. La preuve : on a vu fleurir les déclarations favorables à l'armée de métier.

Si tant d'officiers ont été pris de court par ce qui s'est passé à Draguignan, c'est faute d'être vraiment en contact avec leurs appelés. Pour ma part, j'ai toujours essayé d'être très libre avec les hommes et de discuter, dans la mesure du possible ; mais critiquer sans pouvoir rien changer, c'est trop souvent se donner bonne conscience à bon compte. Quand on peut quelque chose, on a le devoir de le faire. En partant de ces principes élémentaires, on s'aperçoit que les appelés les comprennent très bien. Ce sont des gars qui sont d'une disponibilité extraordinaire. Grâce à eux, j'ai fait mon travail dans la joie, et pourtant je ne suis pas un « capitaine joyeux » au sens où l'entend M. Soufflet ! Et — je ne suis pas le seul à le dire — presque toutes les satisfactions que j'ai connues dans mon métier sont venues des appelés, très peu de la hiérarchie.

Cela est relativement aisé au niveau de la troupe et des bas échelons : lieutenants, capitaines, sous-officiers, hommes du rang au contact de la troupe. Il y a alors une circulation de l'information qui est facile : les hommes se voient, se rencontrent, se parlent quotidiennement. Mais vivre dans un système bloqué fait qu'en général les cadres, par peur irraisonnée, ne veulent pas tout dire aux appelés et sont souvent obligés de défendre des thèses qui ne sont absolument pas les leurs. On en arrive à ce paradoxe qui consiste à dire : « Bien sûr, c'est une connerie, mais il faut le faire ». Imaginez les réactions... D'où un élément supplémentaire au malaise des cadres. Un exemple : le ramassage des poubelles à Paris pendant la grève des éboueurs. Je suis certain qu'il n'y avait pas un seul capitaine d'accord pour aller faire ramasser les poubelles à ses hommes. Pourtant, il a bien fallu qu'ils en donnent l'ordre. Comment voulez-vous, après cela, que ce type puisse établir le moindre contact, la moindre discussion avec les hommes ?

La colère du contingent telle qu'elle s'est manifestée à Draguignan a souvent entraîné un sentiment d'hostilité chez les officiers, qui peut se comprendre dans la mesure où tout homme est toujours un peu conservateur ; quand on change ses habitudes, ça le crispe. Mais, après un temps de réflexion, il y a eu des officiers qui en ont été contents : « Enfin, ça va faire bouger quelque chose ».

Parce qu'un sentiment d'insatisfaction existe parmi les cadres de carrière, c'est essentiellement de se heurter à des problèmes quotidiens jamais réglés. Il y a eu ainsi une déclaration des jeunes officiers au contact de la troupe qui conclut : « On a des supérieurs, mais pas de chefs ». Ce qui veut dire qu'il y a un divorce entre les éléments les plus élevés de la hiérarchie et la base. Divorce fatal quand on considère la circulation de l'information au sein de la hiérarchie militaire : elle n'est que descendante. Le ministre, qui s'étonne de ne pas avoir de renseignements sur l'armée et qui par ailleurs profère tellement de bêtises, n'a qu'à prendre les rapports qui lui sont adressés tous les ans par les commandants d'unité de l'armée française et les éplucher systématiquement : il verra que « l'Appel des cent » est moins virulent que ces rapports ! L'ennui est que ces derniers restent au sein de l'institution et ne sont pas divulgués. Sur ces points, pas un officier ne me contredira.

De là à ce que les officiers se décident à réclamer des changements de structures, c'est une autre affaire et le pas sera difficilement franchi. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord par une sorte de légalisme : « On n'a pas le droit, donc on ne le fait pas ». Cela explique qu'il y ait eu un si petit nombre d'officiers — il se compte sur les doigts de la main — qui s'est manifesté publiquement, par la parution d'articles par exemple. Par ailleurs, le métier d'officier, tourné essentiellement vers les hommes, est un métier très prenant, passionnant... et du coup facilement dépourvu de revendications : on passe sur beaucoup d'inconvénients avant de remettre le métier en question. Enfin, il y a ce que j'appellerai notre drame, c'est-à-dire l'isolement complet dans laquelle l'armée est tenue par rapport au reste du pays.

Dans ces conditions, il est finalement ahurissant de voir qu'enfin quelque chose se met à bouger. Cet énorme retard vient du fait que l'armée reste un vase clos. Il y a énormément de choses qui y concourent. D'abord, l'absence totale de liberté d'expression, de liberté d'association, qui en font un monde inconnu du reste des citoyens, puisque tous les autres Français jouissent de ces libertés fondamentales qui font partie du quotidien. Tout concourt à renforcer cet isolement. Par exemple à qualification égale, la rémunération est nettement plus faible dans l'armée qu'ailleurs. Toutes les enquêtes montrent que l'armée détient dans ce domaine la lanterne rouge par rapport aux administrations, qui, elles-mêmes, sont déjà en retard sur le secteur privé. Les faibles revenus ne permettent pas aux officiers de vivre comme vivent les autres Français de qualification égale ; cela ajouté à la fréquence des mutations — en moyenne tous les trois ans — qui nous empêche de nous lier avec l'extérieur. Le temps de s'installer, de faire son trou, il faut déjà penser à partir. Insertion sociale rendue encore plus difficile par le logement en cités avec d'autres militaires. Ainsi les contacts avec le reste du pays sont-ils pratiquement nuls.

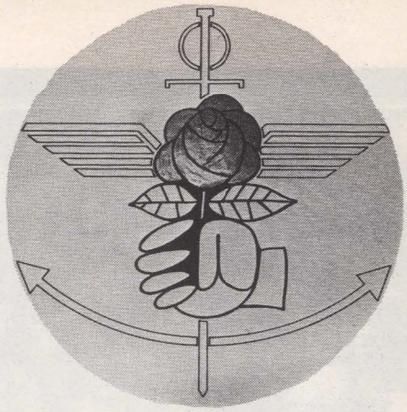
Il faut bien voir aussi ce qu'est, pour beaucoup, l'armée en 1975. La guerre d'Algérie avait laissé exsangue l'armée de carrière. Tous les meilleurs cadres avaient disparu : soit parce qu'ils s'étaient engagés du côté de l'Algérie française, à tort ou à raison, et furent éliminés ; soit parce qu'ayant eu un raisonnement politique inverse, c'est-à-dire hostile à l'Algérie française, ils étaient partis d'eux-mêmes, écœurés par ce qui se passait. Tous ces gens-là manquent actuellement dans l'armée française. D'autre part, on a eu 16 ans d'Etat-U.d.r. et le Pouvoir n'a fait venir au commandement que des officiers qui lui étaient inféodés, c'est-à-dire des officiers qui ne disaient jamais non. Alors, on a vu 80% du haut commandement français composé de béni oui-oui. Tout cela fait beaucoup de handicaps à surmonter pour une institution comme l'armée ! Ensuite, il faut voir comment se fait actuellement le recrutement. C'est un recrutement marginal parce que, pour être militaire dans une société où l'argent seul compte, il faut avoir un petit grain de folie. Des gens qui refusent les valeurs reconnues d'une société sont des gens mal à l'aise au démarrage. Au fond l'armée est composée de gens mal à l'aise, ce qui explique pas mal de problèmes.

Cependant, surtout chez les jeunes officiers, surtout ceux qui n'ont pas connu l'Algérie, il y a la volonté de faire du bon travail : ils aiment ce métier et demandent à le faire bien, dans le cadre d'une armée républicaine et démocratique. Or, ils sont ulcérés par la façon dont on le leur fait accomplir : par exemple, lorsque des officiers restent un mois ou un mois et demi dans un quartier sans pouvoir faire un exercice extérieur avec leurs hommes, ils se demandent vraiment ce qu'ils font.

→



DES OFFICIERS PARLENT



Mais, entre ce malaise et une explosion chez les cadres, il y a un pas à franchir qui n'est pas aisé à cause des pesanteurs, des traditions, de l'éducation, etc. Au fond, les appelés viennent un peu de montrer l'exemple et cela va faire progresser les choses. A condition que le Pouvoir ne saute pas sur l'occasion du « scandale » pour faire avancer la thèse de l'armée de métier, contraire à la vocation démocratique de la France. Et qui pourrait, à la limite, devenir dangereuse. Non pas actuellement : je ne pense pas que l'armée aujourd'hui soit une armée putschiste. Mais une armée de métier peut fort bien être organisée pour être un des remparts du régime « libéral ». Et prêt à intervenir par les armes. L'armée de métier, c'est également une absurdité quand on a réfléchi un minimum au concept de dissuasion. La dissuasion est bien evidemment fondée sur la détention de l'arme nucléaire, mais c'est une technique. En fait, la vraie dissuasion repose sur un principe essentiel et fondamental : la volonté politique du pays de se défendre, qui nécessite un concensus populaire. S'il n'y a pas de service militaire, comment veut-on que ce consensus existe ? Oui, la vraie dissuasion, c'est la capacité de mobilisation populaire. Ce qui veut dire que quand des gens acceptent, surtout dans le contexte actuel, de passer 1 an ou 6 mois de leur vie à apprendre à se défendre, même s'ils n'apprennent pas grand chose sur le plan purement militaire, ils manifestent ainsi clairement la volonté de défendre leur pays. C'est en ce sens qu'il ne faut pas voir la mobilisation populaire comme un gadget, mais comme une composante fondamentale de la détention d'armes nucléaires : les deux choses sont indissociables. Sur tout cela, les thèses du Parti socialiste sont très claires.

Je pense que la meilleure des choses qui pourrait arriver à l'armée, c'est de voir un régime de gauche s'instaurer. Elle ne peut pas se réformer elle-même, elle n'en a pas les moyens légaux. C'est donc au gouvernement, émanation du pays, à le faire. Si le Pouvoir actuel a une vue globale de la société dans laquelle l'armée aurait sa place, encore faudrait-il l'expliquer au pays, définir quel genre d'armée l'on veut et par quelles voies on va y aboutir ; je ne pense pas que cela ait été clairement défini. En tout cas pas par Giscard d'Estaing. Il a dit, qu'il fallait que ce soit plus... Que ce soit moins... Mais plus ou moins quoi, on ne savait pas, on ne sait pas trop. On a l'impression que les gens en place vont se débarrasser du problème au moindre coût. Se fabriquer une petite armée bien peinarde qui ne les gênera pas. Car actuellement, l'armée les gêne.

La solution suppose un grand débat à l'échelle de la nation. Mais ce débat ne peut venir de l'armée, puisqu'on n'a pas le droit d'y parler — sinon pour dire qu'on est d'accord avec les gens en place. Ce droit d'expression réel qu'il faudrait accorder aux cadres militaires, il urge. Mais une liberté d'expression toute seule, cela n'existe pas. Parce qu'on peut brimer les gens en les brimant dans leur carrière. Il faut donc qu'il y ait un syndicat, une association qui puisse défendre ces gens-là. Les deux sont liés, liberté d'expression et liberté d'association. Néanmoins, comme c'est le cas dans la police, à cause de la puissance que détient l'armée, la liberté syndicale doit être modulée et adaptée. Imaginez une grève de l'armée avec occupation d'usines : ici, l'usine, ce sont les chars d'assaut, ce sont les fusils mitrailleurs. C'est grave, tout de même ! Voyez aussi l'O.r.t.f. : en tant que service public, on doit assurer un programme minimum ; de même pour cet autre service public qu'est l'armée.

Ce droit syndical vaudrait aussi pour les appelés : les jeunes acceptent fort bien le principe du service militaire, mais si c'est pour y passer leur temps à des âneries, ils râlent, et ils ont raison : des syndicats à tous les niveaux éviteraient cela. Par exemple, passer son service militaire à faire la cuisine, ce n'est pas admissible. On ne vient pas au service militaire pour apprendre à faire la cuisine. Des corvées de ce genre, il faudra des gens qui les fassent. Mais ce n'est pas le rôle de l'appelé : il est là pour apprendre à se battre. Dans ce cadre-là, on peut envisager un service de six mois. C'est suffisant pour apprendre à se battre, du moins les rudiments. Bien sûr, on n'en fera pas des commandos de choc, mais on ne leur demande pas ça. On leur demande d'apprendre à utiliser les armes, car cela peut être nécessaire ; et puis, savoir qu'il y a 15 à 20 millions de Français qui savent se servir d'armes c'est déjà un phénomène de dissuasion, même de dissuasion interne.

Des réformes sont donc nécessaires. Il y a bien eu des tentatives, mais jamais la volonté de pousser ces réformes jusqu'au bout. Si le pays le décide vraiment, cela changera tout. Car l'armée doit ressembler au pays.

Il est vrai aussi que le pays n'a peut-être pas fait toujours son métier, ne s'est guère occupé de son armée. Entre autres, la gauche a une très lourde responsabilité. Maintenant, une gauche qui est responsable, prête à assumer la direction du pays, doit plus s'intéresser à ces problèmes. Il faudrait que les militants du Parti socialiste en soient persuadés : le pacifisme, c'est très beau comme philosophie ; mais l'armée est nécessaire. On ne vit pas dans un monde d'anges, mais dans un monde très dur. Etre responsable c'est regarder les faits. Ce qu'il faut, c'est regarder le fait Armée dans une optique socialiste. Parce que la société que veulent construire les socialistes ce n'est pas la société de M. Giscard d'Estaing. Et l'armée socialiste ne doit pas être une armée comparable à celle de M. Giscard d'Estaing. Alors, il faut la penser, il faut la construire, il faut la bâtir. Jusqu'ici, la gauche ne l'avait pas fait. Elle s'y met. Il était temps.

François Bourg, sous-lieutenant

Membre de l'encadrement d'un centre de recrutement, puis travaillant dans un centre opérationnel de l'armée de l'Air, je me suis personnellement trouvé dans un observatoire idéal d'où examiner de près ce qui se passe à la fois parmi le contingent et les cadres.

Chez les appelés, j'ai toujours constaté une grande disponibilité au service. Mais aussi la réalité des problèmes qu'entraînent leur sous-rémunération, des conditions de vie assez mauvaises — chambrées de douze en bâtiments vétustes, sur ma base — et le sentiment de privation de libertés élémentaires, particulièrement ressenti chez les sursitaires. Egalement et surtout la frustration, fréquente chez les appelés de l'Air, de ne servir que comme planton, balayeur ou employé de bureau : car beaucoup de jeunes « faisant leur service militaire » — exceptée la petite minorité qui travaille dans les « moyens de sécurité et de protection » —, ne font pas un service vraiment militaire, mais se sentent des auxiliaires taillables et corvéables payant un impôt en nature dont ils voient mal l'utilité.

Cela conduisait tout naturellement aux événements de Draguignan et de Karlsruhe, encore qu'il faille distinguer. Draguignan, c'était le signe qu'on avait atteint un certain point de rupture. Les motifs de mécontement éclataient au grand jour : les conditions d'hébergement de la troupe ; le caractère dérisoire du prêt qui fait que le service militaire, au lieu d'être un lieu de brassage social, devient un lieu d'exacerbation des divisions sociales (certains recevant un chèque de papa, les autres non) ; le problème des droits du soldat, rendu encore plus aigu par l'élévation moyenne du niveau intellectuel du contingent. Karlsruhe, ce n'est pas tout à fait la même chose. Les mots d'ordre contre les Pluton ou contre la présence militaire française en Allemagne ne font pas partie des préoccupations habituelles de l'appelé. Il y a eu sans doute exploitation habile par des gens de la majorité ou proches de Servan-Schreiber, en même temps que par des animateurs des comités antimilitaristes plus pacifistes intégraux que ceux de Krivine.

En tout cas, parmi les cadres, les événements de Draguignan puis de Karlsruhe ont provoqué un réel dégel. Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, je n'ai pas constaté chez eux de crispation par rapport au malaise du contingent et de la forme qu'il a prise. Sans toutefois qu'il y ait rencontre entre leurs propres revendications et celles des appelés, ils comprennent très bien le mécontentement de ces derniers. Les uns ont réagi en disant : « Le contingent,

« Où va le service militaire » ? Cette question d'actualité est aussi le titre d'un livre publié par Daniel Mitrani dans la collection Tema-Action (1). Le secrétaire général adjoint de la Fédération Léo Lagrange y présente une analyse historique qui remonte à Jean Jaurès et une réflexion politique sur le rôle et la place de l'armée dans notre société. Il interroge enfin certains textes et règlements dont l'application actuelle est de plus en plus contestée.

Ce livre non dépourvu d'humour comporte un certain nombre de propositions concrètes qui se situent dans le prolongement des directions tracées par le programme commun et par celui du P.s. Certaines d'entre elles ne seraient sans doute pas toutes applicables sans une certaine période de transition. Aussi Mitrani souligne-t-il la nécessité de poursuivre dans l'immédiat les actions engagées en vue de la transformation des conditions matérielles et morales que connaît actuellement le contingent. Voici un passage de ce livre où sont rapportées les conclusions du Congrès 1974 de la fédération Léo-Lagrange.

L'organisation militaire de la France repose sur une illusion.

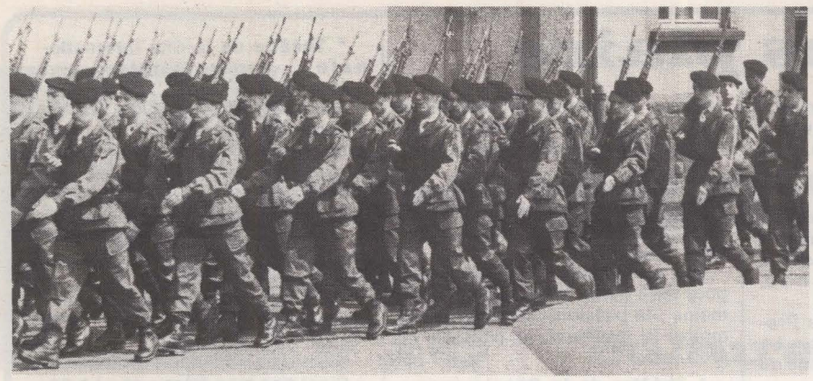
Cette illusion consiste à croire qu'on peut forger dans un moule unique la plupart des éléments nécessaires pour faire face aux divers besoins de la défense nationale.

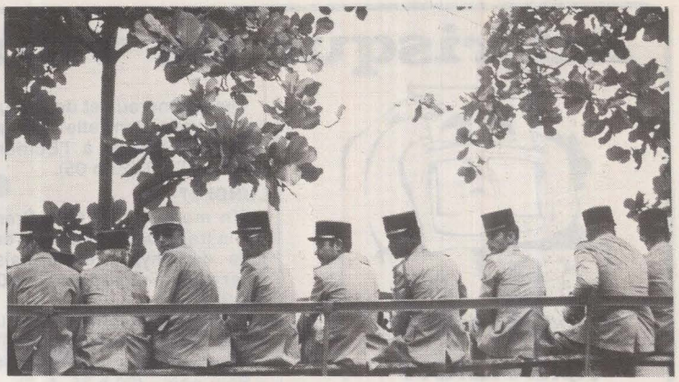
Ce moule unique, c'est le service militaire conçu comme un encasernement de plusieurs mois d'affilée.

Les besoins divers sont :

— l'existence de forces déjà constituées et immédiatement disponibles pour faire face au premier choc d'une agression extérieure ou pour honorer les engagements internationaux du pays ;

— l'existence de forces capables de protéger les éléments essentiels de la vie du pays (moyens de communication, sources de production d'énergie, etc.)





on pourrait très bien s'en passer » ; mais d'autres ont compris que les revendications des appelés remettent en cause une certaine conception de la défense nationale, problème qu'eux-mêmes se posaient de façon rentrée jusqu'à présent. Même si la rigidité hiérarchique et la discipline traditionnelle empêchent la convergence.

Bien sûr, l'armée que je connais, celle de l'Air, est un cas particulier. C'est d'abord une armée de professionnels, puisque les deux tiers de ses membres sont d'active ; c'est ensuite et surtout une armée de techniciens. L'armée y est donc moins perçue comme une institution en soi et les réactions à l'événement ne se font pas en fonction essentiellement des intérêts de cette institution. Voilà donc une armée relativement ouverte aux courants qui traversent la nation, qu'il s'agisse d'une élection présidentielle, d'un coup d'Etat au Chili ou du 25 avril au Portugal.

Un autre grave problème, c'est celui de la liberté d'expression. De même qu'il faut la donner aux appelés, il faut la donner aux cadres. Pour ces derniers, c'est peut-être plus grave, car sans elle toute pensée militaire en France est aujourd'hui figée. Tout le monde peut parler publiquement des problèmes de défense ou de réforme du service militaire... sauf les intéressés. Voyez les ennuis qu'a eus pour l'avoir fait, le vice-amiral Sanguinetti, mis aujourd'hui sur une voie de garage. La répression est ouverte ou larvée, mais elle est toujours très forte.

Ce malaise général, dans tous les domaines, leur comportement en mai dernier l'a bien montré : d'après les sondages, 47 % des officiers et 53 % des sous-officiers ont voté Mitterrand — on retrouve bien, en gros, la proportion moyenne du vote des Français. C'est un fait nouveau et significatif que ce soit par un comportement électoral orienté à gauche que s'exprime aujourd'hui cette crise, et non par une attirance pour l'extrême droite. Au-delà des revendications purement matérielles, les officiers tout au moins se sont beaucoup intéressés aux travaux menés depuis deux ans par le Parti socialiste sur les problèmes militaires. Cela a joué un rôle tout particulièrement important auprès des officiers d'état-major et de ceux qui, dans la texture militaire, ont un rôle de relais d'opinion. Ils se sont rendus compte que cela correspondait assez bien à leur propre diagnostic sur l'institution militaire. Et que les propositions du candidat de la gauche valaient beaucoup mieux que de continuer ce qu'on fait actuellement : c'est-à-dire une armée chargée d'objectifs trop ambitieux avec des moyens budgétaires trop réduits, c'est-à-dire aussi une forme de service militaire qui transforme la moitié des appelés en anti-militaristes. On peut dire nettement qu'une fraction des officiers a désormais viré à gauche, sans parler même du phénomène général de ras-le-bol qui a atteint à peu près tout le monde.

La crise est spécialement évidente parmi les capitaines de l'armée de Terre que je connais : des gens de 35 ans, dans la force de l'âge, qui ne parviennent pas à faire leur métier, c'est-à-dire commander des unités, être au contact des hommes ; ces commandements, ils ne les auront pas avant l'âge de 44 ou 45 ans. C'est, pour beaucoup, chez ceux-là que les propositions du P.s. rencontrent le meilleur accueil. Ils ne sont pas organisés, non, rien à voir avec le Portugal ; mais ils se rencontrent, ils écrivent leurs expériences et leurs doléances dans les revues d'anciens de Saint-Cyr, par exemple, ils expriment volontiers entre eux leur dégoût devant les préoccupations purement matérialistes de la société capitaliste... Ceux-là, même si tous ne sont pas ralliés à ses idées, ne feront en tout cas pas jouer, en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir, la terrible force d'inertie.

Deux axes essentiels de réformes me paraissent être les libertés d'expression et d'association pour les cadres comme pour la troupe. Avec ni plus ni moins les mêmes règles qu'on applique aux fonctionnaires, et des restrictions spéciales prévues par le temps de guerre ou pour certaines affectations particulièrement sensibles — par exemple pour les appelés travaillant comme informaticiens sur les ordinateurs du centre opérationnel des forces aériennes stratégiques. Donc, une obligation de réserve.

Il faut aussi que, pour la troupe, existe une large possibilité de présenter collectivement des revendications, tout au moins des revendications matérielles. On peut imaginer la création d'un véritable « médiateur » militaire comme en Allemagne de l'Ouest : un civil désigné par le Parlement auquel tous les appelés — et tous les cadres — peuvent faire appel s'ils s'estiment victimes d'une mesure non réglementaire ou non justifiée. De même pourrait-on trouver une formule intermédiaire entre le « syndicat de soldats » et la timide formule des actuels « clubs régimentaires », avec des représentants élus par les appelés — à condition de leur donner de vraies responsabilités et de vraies garanties. Mais je ne crois pas qu'on puisse décalquer chez nous les modèles « syndicaux » en provenance des Pays-Bas ou d'Allemagne fédérale : ces deux pays dépendent en dernier ressort, pour leur défense, de l'Otan, donc des Etats-Unis — ce qui les dispense d'avoir des armées véritablement opérationnelles et leur permet d'avoir un service militaire très libéral. Le cas de la France n'est pas le même, ni la position de la gauche : elle ne doit pas se modifier lorsqu'elle réclame, dans le monde dangereux où nous vivons, une défense nationale réelle, efficace, avec des unités opérationnelles.

Le système actuel, lui, combine les deux inconvénients : l'absence de libertés et en même temps que, pour le contingent, une formation militaire par trop sommaire, à cause de l'ordre des priorités budgétaires. Tout cela est-il une façon hypocrite d'amener progressivement à un point de rupture à partir duquel on pourra dire : « Vous voyez bien qu'il faut une armée de métier » ?

Où va le service militaire ?

Ces forces de « défense intérieure » doivent être maintenues à un seul minimum en période calme et pouvoir être rapidement renforcées en période de crise. Il faut souligner dès maintenant que la défense intérieure du pays ne doit pas être confondue, comme c'est trop souvent le cas, avec la défense de l'ordre social et économique établi ;

— la capacité pour tout citoyen de participer à la défense militaire du pays, soit en pouvant renforcer très vite, en cas de crise, les forces militaires déjà constituées, soit en participant à la résistance en cas d'occupation (...)

En un mot, qu'il s'agisse de l'obligation militaire de tous les citoyens ou de l'engagement volontaire de quelques-uns, il faut se placer dans une perspective d'éducation permanente. (...)

Il faut distinguer ce qui dans cette éducation est à proprement parler militaire et ce qui ne l'est pas.

Dès à présent, l'apprentissage des premiers mois du service militaire comporte — ou, tout au moins, est censé comporter — bien des disciplines qui ne sont pas strictement militaires (secourisme, rudiments de télécommunications, conduite et mécanique automobile, orientation et topographie, etc.).

Les connaissances et expériences non strictement militaires doivent pouvoir être contrôlées et sanctionnées par un brevet technique du type permis de conduire ou brevet de secourisme. On pourra ainsi définir les 6, 7 ou 8 certificats d'aptitude ou brevets que doit avoir tout citoyen arrivé à l'âge adulte. (...)

On retrouve la notion d'unité de valeur qui fait son chemin dans les secteurs de l'université et de l'éducation permanente. Le jeune citoyen sera libre d'obtenir les brevets ou certificats d'aptitude selon les filières qui lui conviennent le mieux (stage d'éducation populaire, séries de cours dans le cadre par exemple des 10% d'horaire scolaire libéré, etc.) (...)

C'est au seuil de cet apprentissage que se posera le cas des objecteurs de conscience. Très peu d'intervenants se déclarent partisans du désarmement unilatéral, mais tous sont favorables à un véritable statut de l'objection de conscience, permettant à cette option d'être vécue le plus positivement possible.

Munis de leurs « unités de valeur », les jeunes citoyens suivraient deux périodes d'application militaire de 6 à 8 semaines chacune ; ces périodes, séparées par un an d'intervalle, prendraient place à 17 et 18 ans ou 18 et 19 ans (le moment pouvant varier en fonction de critères sociaux, universitaires et aussi médicaux, le développement physique de tous les individus n'étant pas absolument soumis au même calendrier).

Pendant ces deux périodes, les jeunes citoyens apprendraient à mettre en œuvre, dans un cadre collectif plus vaste, les connaissances et les expériences acquises précédemment.

Le stage de la première année, pourrait mettre l'accent sur l'existence d'une unité constituée d'importance moyenne (subsistance, déplacements, communications, etc.)

Le stage de la deuxième année, comporterait les exercices plus spécifiquement militaires (exercices de combat, manœuvres, etc.).

Cette période d'apprentissage ne devrait pas ignorer les techniques de la non-violence active (voir expériences menées en Grande-Bretagne et en Norvège).

Dans la grande majorité des cas, les citoyens étant mobilisables dans une unité de défense intérieure proche de leur domicile, l'un au moins des deux stages d'application aurait lieu auprès du noyau permanent de cette unité.

(1) On peut le commander à la Fédération Léo Lagrange (21, rue de Provence 75009 Paris, au prix unitaire de 22 F, envoi inclus).

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 24 JANVIER

Gian-Maria Volonte dans un western-spaghetti : « El Chuncho », de Damiano Damiani (20 h 30, F.r. 3).

Un débat entre savants sur « L'avenir du futur » suivant la projection d'un curieux film de Byron Haskin, « Robinson Crusoë sur Mars » (20 h 35, F.f. 1).

Philippe Sollers, Jacques Julliard, etc. au numéro spécial du magazine Apostrophes sur la Chine (21 h 40, A. 2).

« Le fils de Frankenstein » de Rowland Lee : la suite — peu connue — des deux classiques célèbres, avec cette fois Boris Karloff et Bela Lugosi réunis (22 h 50, A. 2).

SAMEDI 25

Toujours la science-fiction, cette fois aux Après-midi de Michel Lancelot (14 h 05, A. 2).

Juliette Gréco au Banc public (22 h 35, A. 2).

DIMANCHE 26

« La guerre des mondes », de Byron Haskin : une adaptation de Welles datant de 1952 et qui sent encore la guerre froide (14 h 30, A. 2).

Un admirable film d'Otto Preminger avec le couple Mitchum - Marilyn Monroe, « Rivière sans retour » — mais qu'en restera-t-il sur le petit écran, en version doublée et sans couleurs ? (20 h 35, T.f. 1).

Deux généraux et deux journalistes français s'entretiennent avec le président Sadate à l'Edition spéciale de T.f. 1 (22 h 05).

LUNDI 27

Un monument d'Otto Preminger sur la tragique odyssée des émigrés juifs de Chypre et la naissance d'Israël : « Exodus » (20 h 30, F.r. 3).

Le coup de tonnerre de la Première Guerre mondiale dans « La patrie du cœur », nouvel épisode du « Pain noir » (20 h 35, A. 2).

MARDI 28

La 3e et dernière partie de la remarquable série de Daniel Lecomte sur les travailleurs immigrés (21 h 20, F.r. 3).

MERCREDI 29

Une dramatique de Michel Subiela adaptant Erckmann-Chatrian : « Hugues le Loup » (20 h 35, T.f. 1).

Carné-Prévert à leur maximum, pour ne rien dire d'Arletty, Gabin et Jules Berry : « Le jour se lève » — à voir et à revoir (20 h 35, F.r. 3).



Théâtre

PARIS

*** Odéon : « En R'venant d'l'Expo » de Jean-Claude Grumberg, par le Jeune Théâtre national. Mise en scène de Jean-Pierre Vincent.**

L'expo 1900. La France rêve, calfeutrée dans ses idées revanchardes. Le peuple, lui, appelle le grand soir. Les cocardiers vont l'emporter sur les révolutionnaires...

*** Petit-Odéon : « Dialogues avec Leuco » de Cesare Pavese, texte français et réalisation d'Antoine Bourseiller.**

Des personnages de mythologie pour faire parler les sentiments humains : la passion, le désir, la mémoire, la lassitude, la peur de la mort, etc...

*** Théâtre de la Renaissance : « Les caprices de Marianne » d'Alfred de Musset. Mise en scène de Jean-Pierre Bisson.**

L'affiche est barrée d'une inscription sanguinolente : « Bisson, je t'aime ». Bisson vient d'accepter la place de Monnet à Nice : ce « gauchiste » est accueilli à bras ouverts par le maire d'extrême droite Jacques Médecin. Pourtant Bisson a eu du talent... Bisson, je ne t'aime pas !

*** Théâtre de la Nouvelle Comédie (7, rue Louis Le Grand, 2e) : « Le prince travesti » de Marivaux. Mise en scène de Daniel Mesguich.**

La toute jeune compagnie du Théâtre du Miroir, par son travail et son ton, fait penser aux premiers spectacles de Patrice Chéreau. A suivre.

*** Ecole normale supérieure (rue d'Ulm, 5e) : « Le triomphe de l'amour » de Marivaux, par le Théâtre du Compagnol.**

De l'amour en termes de rapport de forces, quand la politique s'en mêle et l'emmêle.

*** Théâtre Mouffetard : Les clowns Macloma.**

Une femme, quatre hommes. D'anciens étudiants de l'université de Vincennes. La race des comédiens qui choisissent d'être clowns est rare. Il faut courir les applaudir et les soutenir.

*** Théâtre de la Cité Internationale universitaire : « JCM + JCB. »**

Deux Jean-Claude. Bussi avec sa « Comédie imaginaire ». Monnet avec ses amours : Prévert, Vian, Rezvani, Baudelaire.

*** Théâtre Rive-Gauche (Alliance française) : « Les adieux de la Grande-Duchesse » de Bernard Da Costa. Mise en scène de Jacques Mauclair.**

Du burlesque sur des musiques de Ravel, Wagner et Rossini.

*** Théâtre de l'Est parisien : « C'est pas mon frère » et « La petite cuiller » de Pierre Louki. Mises en scène de Christian Dente.**

L'humour sait parfois avoir du cœur et des fondements politiques. C'est le cas des spectacles de Louki.

BANLIEUE

*** Villepreux (Théâtre du Val de Gally) : « Deutsches Requiem » de Pierre Bourgeade.**

« Partout où la notion de race élue se substitue à la notion d'égalité entre les peuples, là je suis ! » disait Hitler. Bourgeade démonte les mécanismes du nazisme.

*** Gennevilliers (Théâtre des Grésillons) : « Le précepteur » de Lenz. Mise en scène de Bernard Sobel.**

Un fait divers imaginaire ? Peut-être. Mais qui pose tout le problème de l'éducation et de l'enseignement.

*** Nanterre (Théâtre des Amandiers) : « Quelle heure peut-il être à Valparaiso ? », « opéra de lutte et d'exil » écrit et monté par Pierre Debauche. Chants de Pablo Neruda, interprétés par le groupe Canto General. Avec Marc Ogeret et Francesca Solleville.**

Joaquim Murieta, héros de l'Amérique latine chanté par Neruda, débarque à Nanterre, sa tête sous le bras. Le Chili vivant entre en exil..

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F*	[ ]
normal d'un an à	*120 F*	[ ]
de soutien à	*150 F*	[ ]
de soutien à	*200 F*	[ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	[ ]
par chèque postal	[ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source	[ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

MAQUETTES - DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionet Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, Louis Mermaz, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Michel Lecornet
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt

changer la vie culturelle

Bande dessinée
ANGOULEME 2

Qu'est-ce que la B.d., sinon en principe un antidote particulièrement privilégié pour esprits affligés ? Ainsi annoncé, que nous réserve le 2e Salon international de la bande dessinée qui se déroule à Angoulême jusqu'à dimanche soir ? Plusieurs milliers de visiteurs sont attendus à cette manifestation d'importance assez exceptionnelle : Jean Danet vient y planter le chapiteau des Tréteaux de France, une équipe de techniciens et d'animateurs présentera à la population de cette bonne ville un journal vidéo quotidien, enfin tous les protagonistes de la « free press » s'y sont donnés rendez-vous pour une première Rencontre nationale. De l'animation en perspective dans la région, d'autant que, non loin de là, s'ouvrira le dimanche suivant les Journées cinématographiques de Poitiers consacrées cette année au cinéma mexicain.

Chanson
LE LION EST LACHE

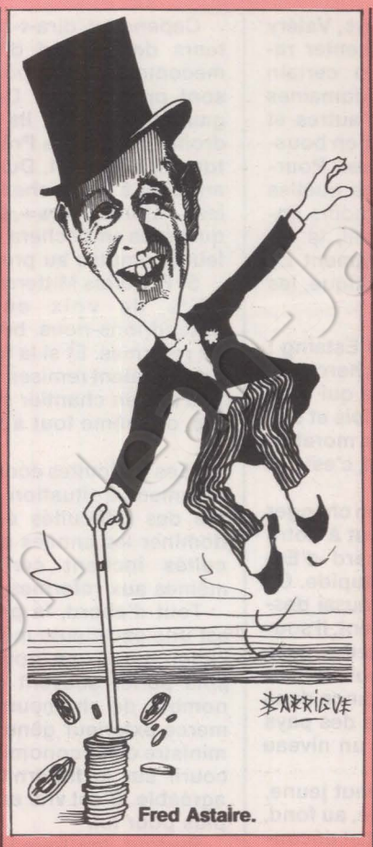
Henri Tachan est au Théâtre de la Ville jusqu'au 8 février (à 18 h 30). Son dernier disque (Polydor 2401 127) sort ces jours. Est-ce enfin pour lui la fin d'une « marginalité » injuste ? Il y a déjà dix ans, Jacques Brel écrivait de lui : « Madame le lion est lâché !... Il est de la race qui aime les longues marches. Et il marchera. » Il a marché. A sa manière. Malgré les crocs-en-jambe. Il s'est sorti des griffes du vorace Eddie Barclay. Il a peiné. Il a dû se taire souvent. Mais jamais il n'a renoncé à être lui-même. Jamais la moindre concession n'est venue entacher son travail. Il n'est pas devenu un produit à commercialiser. Têtu en diable, il est demeuré un chanteur libre. Il n'a pas « éclaté ». Il a persévéré. A long terme, c'est plus payant. Son passage au Théâtre de la Ville il l'a obtenu à l'arraché, en faisant pendant quatre ans le siège de Jean Mercure. D'autres se seraient découragés. Lui a gagné. Il va maintenant pouvoir faire ses preuves. Il va chanter selon ses envies. Malgré les silences persévérants des télévisions et des radios périphériques, il a pris une grande scène d'assaut. Il a désormais les moyens de s'imposer. Seul, sobre, planté contre un arbre contre le vent, soutenu par son pianiste, le franc-tireur s'engage pour un rude combat. Sa vie est dans sa voix. C'est beaucoup de la nôtre. Comme Jacques Brel, souhaitons que ce lion puisse rugir encore longtemps.

J-P. L.

Cinéma
POUR CHANTER, MEME SOUS LA PLUIE

C'est un anniversaire que personne n'a célébré : il y a deux siècles tout juste se donnait aux Tuileries la première grande comédie musicale à succès — le rapprochement est de Claude Manceron, dans « Les vingt ans du roi » — dont les auteurs s'appelaient Beaumarchais et, pour la musique, Baudron. Pour titre « Le barbier de Séville ». Deux cents ans presque jour pour jour après cette création, « Il était une fois à Hollywood » est la pierre tombale qu'on scelle — définitivement ? — sur un genre disparu : la comédie musicale.

Boucle bouclée. Mais en beauté. Car le film de Jack Haley Jr est tout sauf un requiem : ce montage des meilleures séquences M.g.m. du film musical s'est gardé de décrire l'agonie et a limité son évocation aux années 30, 40 et 50. Un sacré quart de siècle où l'on avait éperdument besoin outre-Atlantique de chansons et de danses pour essayer de « chanter sous la pluie », d'oublier sucessivement les épreuves de la grande crise d'après 1929, de la Deuxième Guerre, de la guerre



Fred Astaire.

froide, du conflit coréen, du problème Noir, etc. Et les talents de Minnelli, de Donen, de Gene Kelly, de Fred Astaire, de Judy Garland, de Sinatra, de Cyd Charisse, de Donald O'Connor et de tant d'autres évoqués ici, n'étaient-ils souvent pour l'Amérique que ses analgésiques et ses pilules calmantes ou dopantes. « Banana split », cette comédie musicale de 1943 actuellement reprise à Paris, où Busby Berkeley déploie tous ses fastes et ses audaces de mise en scène — Jean-Christophe Averty et bien d'autres, sans lui, n'existeraient pas — ne se cache pas ainsi d'avoir été tourné au profit des « boys » combattant dans le Pacifique...

Des regrets, on peut toujours en avoir. Celui que tout ce qui s'est fait d'important dans la comédie musicale ne figure pas dans les archives de la seule Métro — vous savez, le lion rugissant ? — à partir desquelles a été monté « Il était une fois à Hollywood ». Celui, surtout, que le jazz ait été à peu près totalement exclu de la comédie musicale dès les origines et qu'elle n'ait jamais utilisé les compositions d'Ellington plutôt que celles d'Irving Berlin, l'orchestre de Basie plutôt que celui de Benny Goodman — à Hollywood aussi, le racisme était une réalité. N'empêche : de ce quart de siècle cinématographique chanté et dansé reste un merveilleux butin. Vous connaissez beaucoup de films aujourd'hui, qui comme celui-là, arrachent à quatre ou cinq reprises les applaudissements de la salle, et, à la sortie, rendent plus heureux, plus léger ?

S.R.

Festival
MENACES SUR NANCY

A quatre mois du début de la prochaine édition du Festival de Nancy, on ne sait toujours pas s'il aura vraiment lieu. Nancy a été créé par Jack Lang. Jack Lang a été renvoyé du Théâtre national de Chaillot par Michel Guy, secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles. En essayant de mettre à mal Nancy 1975, Guy continue à régler son compte à Lang. Que penser d'un ministre qui confond ses affaires personnelles et celles de l'Etat ?

En l'espèce, Guy se montre une nouvelle fois parfaitement hypocrite. Il annonce publiquement, à grand fracas, que Nancy aura droit à 500 000 francs de subvention. Mais il omet de dire qu'il y a quelques mois, Montassier, son directeur de cabinet, avait promis 1 500 000 francs. Il ne dit pas non plus que ces 500 000 francs sont en fait destinés « à la présentation à Paris des spectacles accueillis à Nancy ». Pour l'accueil en Lorraine, pas un centime ! Or, les spectacles viennent du monde entier. Comment paiera-t-on les billets des Argentins, des Japonais et autres Maliens ? Le sommet de la désinvolture est atteint quand on entend Guy féliciter la direction du festival qui fait « un festival remarquable avec des moyens dérisoires ». A qui la faute ?

LES "REFORMES" DE GISCARD

Elu par la moitié droite du pays, Valéry Giscard d'Estaing veut présenter rapidement au Parlement un certain nombre de réformes dans divers domaines après déjà en avoir fait aboutir d'autres et avoir cherché sans cesse à étonner en bousculant certaines petites habitudes. Pourquoi ? Peut-il être sincère et dans quelles limites ? En commençant par le moins important et en allant vers l'essentiel, la réponse se trouve dans le tempérament de Giscard d'Estaing, la situation politique, les difficultés économiques.

▶Le tempérament de Giscard d'Estaing : un conservateur intelligent qui cherche à sauver, à conserver l'essentiel. Ce qui suppose une certaine adaptation des lois et des règlements aux nouvelles réalités morales, économiques, sociales. L'essentiel, c'est notamment le mode de production.

Celui qui s'arc-boute pour ne rien changer est emporté par le courant. Surtout à notre époque d'évolution rapide. Giscard d'Estaing n'est pas un conservateur stupide. Ce n'est pas Louis XVI, même si lui aussi descend de Louis XV. Bien normalement, il souhaite adapter nos textes à nos mœurs, supprimer certaines hypocrisies. Il peut souhaiter aussi réduire le retard de la France dans le domaine social sur la moyenne des pays d'Europe de l'Ouest se situant à un niveau économique comparable.

De plus, Giscard d'Estaing se veut jeune, moderne, dans le vent. Son modèle, au fond, c'est Kennedy, produit fort brillant et décontracté d'un milieu très comparable, en particulier d'un père riche homme d'affaires.

L'euphorisant

▶La situation politique : la peur d'une arrivée au pouvoir de la gauche conduit la fraction moderniste de la droite à une certaine hardiesse. D'autant que cette peur suit le choc de Mai 1968, qui avait déjà fait beaucoup évoluer l'opinion. De façon étonnamment rapide, les objectifs des jeunes contestataires de Mai 1968 sont devenus des lieux communs, du moins au niveau des intentions : lutte contre la pollution, protection de l'environnement, qualité de la vie, participation, dignité, promotion de la femme, respect des immigrés, réduction des inégalités. L'Assemblée nationale a même entendu Albin Chalandon préconiser une orientation vers l'autogestion.

Georges Pompidou avait freiné autant qu'il le pouvait, par tempérament peut-être, à cause de sa maladie aussi. Mais l'élection présidentielle, les élections partielles ont montré que le pays allait basculer à gauche. Les promesses, les discours sur la nouvelle société ne suffisent plus. Certaines réformes apparaissent indispensables pour conserver le pouvoir.

Cependant, dira-t-on, une partie des électeurs de Giscard d'Estaing risque d'être mécontents. Qu'importe, les voix de ceux-là sont prisonnières. Dans un combat entre gauche et droite, ils voteront forcément à droite. Derrière le Président, Chirac, Poniatowski, Lecanuet, Durafour vont chercher à arracher à la gauche les hésitants, à séduire les « réformateurs », à capter des jeunes. Ce qui ne les empêchera pas de régler entre eux leurs comptes au premier tour.

Si François Mitterrand avait obtenu 45 ou 46 % de voix en mai, sans doute entendrions-nous beaucoup moins parler de réformes. Et si la force de la gauche, son unité, étaient remises en cause, certains projets mis en chantier se trouveraient édulcorés, ou même tout à fait oubliés.

▶Les difficultés économiques : mais naturellement la situation politique est inséparable des difficultés économiques qui vont dominer les années qui viennent. Ces difficultés incitent certainement par elles-mêmes aux réformes.

Tout d'abord, la présentation de projets est une excellente méthode pour détourner l'attention d'une opinion fort inquiète. Et puis parler souvent d'indices de prix, de nombre de chômeurs, de déficit du commerce extérieur gêne quelque peu l'ancien ministre de l'Economie et des Finances. Discourir sur la fraternité est forcément plus agréable. C'est vrai en général, mais encore plus pour lui.

Surtout, tant que la production augmentait rapidement, chacun espérait que son sort s'améliorerait vite et en était apaisé. Les inégalités pouvaient se maintenir et même s'accroître sans trop de révolte. Et les réformes étaient ajournées. De vagues promesses avant les élections suffisaient. Le 5 % de plus par an, la croyance que tout irait mieux automatiquement l'an prochain, constituaient un euphorisant. Aujourd'hui devant le chômage, la diminution de l'expansion, le risque de stagnation, du lest doit être jeté. Et il y en a beaucoup sous la main pour essayer de ne pas s'écraser, du fait du retard de la France.

Si l'on veut éviter une explosion, les revenus les plus bas devront continuer leur progression, d'où des pourcentages d'augmentations légèrement dégressifs et par là une certaine réduction des inégalités, si du moins, selon la mauvaise habitude prise, celles-ci sont présentées non en chiffres absolus, mais en indices. De même la situation des sans-emploi a dû être plus longuement garantie, les conditions de travail devront être un peu améliorées, le rôle du comité d'entreprise développé.

Grâce à l'euphorisant du 5 % annuel, les pouvoirs publics avaient pu laisser les sociétés galoper, brides abattues, à travers le pays. Aujourd'hui, des précautions paraissent indispensables aux mêmes dirigeants politiques, ne serait-ce d'ailleurs que pour protéger l'avenir de ces sociétés en même temps que le leur.

N'aurait-il pas fallu que Giscard d'Estaing soit stupide pour ne pas présenter de réformes susceptibles de détendre un pays en retard socialement à la tête duquel il a été élu d'extrême justesse et alors que la situation économique inquiète beaucoup ?

La Suède ? Chiche !

Terminons par trois remarques. Tout d'abord, Giscard d'Estaing n'est certainement pas sincère lorsqu'il évoque la Suède. Hélas ! il n'est vraiment pas question pour lui de s'inspirer de l'esprit égalitaire scandinave. Autrement, il lui faudrait augmenter considérablement chaque année les investissements publics, réduire de près de trois fois les écarts de revenus après impôt, bouleverser notre fiscalité. Citons deux seuls chiffres : en France, l'impôt progressif sur le revenu représente 10,1 % de l'ensemble des prélèvements fiscaux et sociaux, les autres ponctions étant soit proportionnelles, soit largement dégressives à cause du plafonnement des cotisations de la Sécurité sociale. En Suède, par contre, l'impôt sur le revenu, égalisateur, atteint 43,1 % de l'ensemble des prélèvements fiscaux et sociaux (chiffres fournis pour 1972 par le 2e rapport du Conseil des impôts).

Ensuite, même pour faire face à la crise, Giscard d'Estaing n'envisage pas de réformes de structures, par exemple la nationalisation des entreprises géantes, grandes puissances privées, ou encore une véritable planification de l'activité économique. L'attitude du gouvernement pour résoudre les difficultés de Citroën le prouve clairement.

Enfin, la volonté de présenter certaines réformes, celle de les voter, se dilueront rapidement si les hommes au pouvoir ne se sentent plus menacés. Si, au contraire, la gauche reste forte, elle doit pouvoir faire passer certains amendements d'une importance limitée, améliorer certains textes, qui serviront ensuite de tremplins pour d'autres victoires plus directes. Dans la conjoncture actuelle, U.d.r., Républicains indépendants et « réformateurs », chercheront peut-être parfois à se montrer plus sociaux que le voisin, à se dédouaner de l'accusation de se situer à droite, si infâmante en France. Sans se faire d'illusions sur le fond, ces complexes et cette concurrence peuvent s'avérer utiles dans le cadre, bien sûr, d'une inquiétude commune et d'une pression de l'opinion, des partis de gauche et des syndicats.

JEAN MONTHEN